



UNION EUROPÉENNE

60 millions de masques au personnel de la santé

P 07

P 16

Entreprises publiques
Création d'un comité de dialogue dans la branche

RÉALISATION DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE

L'Algérie a injecté 2,6 milliards de dollars

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Naoui, a levé une partie du voile, hier, sur la contribution de l'Algérie à la réalisation de la route transsaharienne, annonçant une enveloppe

Incendie de la station de pompage de gaz à Hassi R'mel

Aucune perte enregistrée

Dans un communiqué rendu public, hier, le groupe Sonatrach a affirmé que l'incendie qui s'est déclaré au niveau de la station de pompage de gaz GB5 relevant de la zone de Hassi R'mel n'a eu aucun impact sur la continuité de l'exploitation et a été maîtrisé sans enregistrer aucune perte humaine ou matérielle.

MALGRÉ UN POSSIBLE RETRAIT MAROCAIN

L'ESPAGNE CONTINUE D'ACHETER DU GAZ ALGÉRIEN



LIRE LA PAGE 4

Malgré une menace marocaine de ne plus assurer la sécurité des canalisations, le gouvernement espagnol ne suspendra pas l'achat du gaz algérien. Il prend ses dispositions pour acheter du gaz algérien à travers un autre moyen.

Selon le journal espagnol El Confidencial Digital, la forte probabilité de la non reconduction par le Maroc dudit contrat, rapportée, a contraint le gouvernement espagnol «à se mobiliser pour garantir l'approvisionnement à partir de l'Algérie face à une éventuelle aggravation de la crise avec Rabat».

Goldman Sachs

LE BARIL DE BRENT À 80 DOLLARS AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021



Sécurité publique

D'énormes quantités de drogues saisies

Sans relâche, les services de sécurité continuent de lutter contre toutes les formes de drogues. D'énormes quantités de psychotropes ont été saisies et plusieurs dealers ont été arrêtés ces derniers jours dans plusieurs wilayas du pays, annoncent les différents services de sécurité.

Oran

Remise d'arbres fruitiers aux agriculteurs sinistrés

La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran a fourni 6.724 arbres fruitiers pour indemniser 31 agriculteurs sinistrés suite aux incendies déclarés en novembre dernier, a-t-on appris auprès de la circonscription des forêts de la daïra de Bourdélia.



Complexe El Hadjar

L'unité TSS du renouvelle le certificat de conformité de ses produits

L'unité des tubes sans soudure (TSS) spécialisée dans la fabrication de tubes line pipe pour le transport des hydrocarbures et de tubes casing pour le coffrage des puits de pétrole du complexe Sider El Hadjar d'Annaba a renouvelé, la semaine dernière,

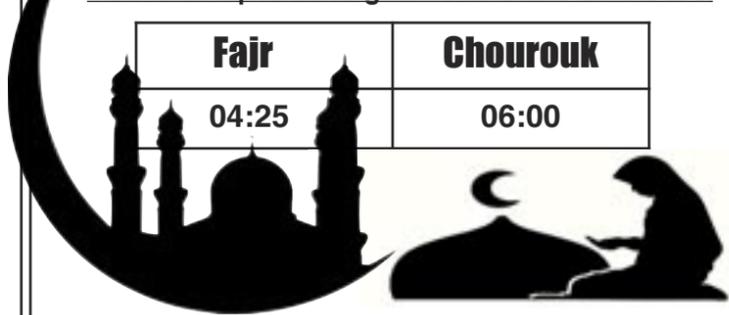
HEURES DE SALAT

Horaires de prière à Alger du Mardi 25 Mai 2021

Dohr	Asr	Maghreb	Icha
12:46	16:30	19:31	21:00

Horaires de prière à Alger du Mercredi 26 Mai 2021

Fajr	Chourouk
04:25	06:00



Météo



Alger 26° / Oran 22° / Annaba 23° /
Constantine 23° / Béchar 23° / Biskra 25° /
Djelfa 17° / Sétif 19° / Ghardaïa 26° / Jijel 26° /
Tlemcen 22°

Ouverture des frontières aériennes 6 vols hebdomadaires de/vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie

Six (6) vols hebdomadaires seront assurés par la compagnie nationale Air Algérie, à compter du 1er juin, de et vers la France, la Turquie, l'Espagne et la Tunisie, suite à la décision relative à l'ouverture partielle des frontières aériennes, a indiqué hier un communiqué des services du Premier ministre.

Ainsi, trois (03) vols hebdomadaires de et vers la France seront assurés par la compagnie Air Algérie, à raison de deux (02) vols de/vers Paris et un (01) vol de/vers Marseille, en plus d'un (01) vol hebdomadaire qui sera assuré de et vers la Turquie (Istanbul), l'Espagne (Barcelone) et la Tunisie (Tunis), selon le communiqué. Dans un premier temps, seuls les aéroports d'Alger, d'Oran et de Constantine sont autorisés à accueillir les passagers à l'arrivée ou en partance de ces destinations.

Ces mesures ont été arrêtées lundi par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, au terme des consultations avec le comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus et l'autorité sanitaire, et sur instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, selon le communiqué.

Oran : Ouverture du 11ème Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable



Une cinquantaine d'exposants prendront part à la 11ème édition du Salon international des énergies renouvelables, énergies propres et du développement durable (ERA 2021), qui a ouvert ses portes hier au Centre des conventions d'Oran (CCO). Cette 11ème édition de l'ERA, qui s'étalera jusqu'au 26 mai prochain, était initialement programmée au mois d'octobre dernier et reportée en raison de l'épidémie de la Covid-19. Elle se déroulera dans le respect le plus strict de l'ensemble des mesures sanitaires décidées par les pouvoirs publics, soulignent les organisateurs dans un communiqué. Cette édition sera typiquement al-

gérienne dans la mesure où la présence d'entreprises internationales est impossible, vu le contexte actuel caractérisé par la pandémie de la Covid19, note-t-on. Depuis sa première édition tenue à Tamanrasset, en octobre 2010, le salon réunit les opérateurs nationaux et internationaux dans le domaine des énergies renouvelables et du développement durable, mettant en lumière, réalisations et projets, offrant l'espace idoine pour nouer des contacts utiles. Ce salon se tient, dans un contexte qui accorde une place centrale à la transition énergétique, avec un intérêt grandissant pour le développement des énergies renouvelables. Celles-ci font

partie, avec la sécurité alimentaire et sanitaire, et l'économie numérique, du triptyque qui structure le développement du pays, engagé dans une politique de renouveau, dans le cadre du modèle économique défini par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Un riche programme de communications a été concocté, pour l'occasion, autour de questions aussi importantes que l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie, la place des start-up dans la transition énergétique, la bancabilité des projets d'énergie renouvelable ou encore les appels d'offres en tant qu'éléments essentiels dans l'attractivité de ces projets.

Covid-19

Le ministère de la Santé invite les citoyens à se faire vacciner

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a invité hier les citoyens désirant se faire vacciner contre la covid-19, à se présenter au niveau des structures de santé de proximité dédiées à cet effet.

"La priorité est accordée aux personnes âgées de plus de 60 ans et aux personnes présentant des comorbidités", précise le ministère dans un communiqué.

Une plateforme numérique est mise à la disposition des citoyens et accessible à cette adresse : https://vac-covid19.sante.gov.dz:9580/rdvac/select_lang_form/.

Le ministère rappelle, à ce titre, aux citoyens la nécessité de se munir d'une pièce d'identité le jour de leur vaccination.

"Même vaccinés, il est nécessaire de maintenir les mesures barrières, à savoir le lavage des mains, la distanciation physique et le port du masque", souligne encore le ministère.

Lancée fin janvier en Algérie, la campagne de vaccination contre la covid-19 est placée sous le slogan "Faites-vous vacciner et dites aux autres: moi j'ai fait mon vaccin, et toi ?".

AUTOMOBILE

Le nouveau cahier des charges jugé satisfaisant

Une garantie minimum de 5 ans ou de 120 mille kilomètres, des équipements de sécurité embarqués obligatoires ... « Une très bonne chose pour le consommateur algérien », estime Mourad Sâadi, journaliste spécialisé dans l'automobile et directeur de Car Vision, qui commente le contenu du nouveau cahier des charges relatif à l'importation et au montage de véhicules, sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Le spécialiste juge que les obligations faites aux futurs concessionnaires automobiles protégeront le consommateur. Il cite à titre d'exemple, la garantie minimum de 5 ans ou de 120 mille kilomètres que doit accorder le concessionnaire ou encore, l'obligation pour les concessionnaires qui ne sont pas propriétaires de leurs locaux, de présenter un contrat de location d'au moins 10 ans. Toujours selon les estimations de Mourad Sâadi, « les premières voitures seront importées d'ici la fin de l'année.»

LE MEILLEUR ACCUEIL VOUS SERA RÉSERVÉ

Fondation pour l'édition
et la publicité

EDITER PAR LA EURL
EL HAOUAFIZE

Président directeur général
Directeur des publications

MME SEMROUNI.K

Directeur adjoint

Z.NACER

DIRECTEUR GÉNÉRAL
FONDATEUR

MME SEMROUNI.K

MONDE
DE L'ADMINISTRATION

BEDACTEUR EN CHEF

A.SAJIM

SIÈGE SOCIAL
22 RUE SAHRAOUI EL
ACHOUR - ALGER

DIRECTION FAX/TEL
023957070

COMPTIL NUMERO

005001112145636147 BDL

ANEP.TEL.02173778

021737128

FAX 021739559

DIFUSION

QUEST-CENTRE-EST

IMPRESSION

SA

Des activités de proximité pour se rapprocher des électeurs

Les quotidiens édités dans l'Est du pays ont poursuivi, la couverture de la campagne électorale des législatives du 12 juin prochain en relayant les activités de proximité des partis politiques et des listes indépendantes qui y voient une "occasion pour créer un contact direct avec les citoyens", en plus du recours aux réseaux sociaux pour tenter de "convaincre et gagner la confiance des électeurs".

Le quotidien public En-nasr a ainsi titré en page 5 : "Des sorties sur le terrain pour se rapprocher des électeurs", dont l'auteur a relevé que les candidats des listes électorales pour les législatives à Constantine ont préféré se rendre dimanche dans plusieurs communes pour rencontrer les citoyens, ouvrir leurs permanences et tenir des réunions avec leurs militants, en plus d'investir les réseaux sociaux.

Dans la même page, ce quotidien d'expression arabe a publié deux autres articles consacrés aux "nouveaux visages qui changent la scène politique à Annaba" et "l'attrait des législatives auprès des différentes catégories sociales".

De son côté, le quotidien d'expression arabe "Ayn El Djazair", édité à Constantine, a également relevé dans le cadre de sa couverture de la campagne électorale pour les prochaines législatives, le "recours des candidats aux activités de proximité et à l'utilisation des réseaux sociaux".

Sous le titre "Le travail de proximité et l'utilisation des réseaux sociaux dominent la campagne électorale", ce journal a souligné que depuis le début de la campagne électorale, les candidats ont "opté pour des rencontres directes avec les citoyens pour mieux faire connaître leurs programmes et leurs objectifs dans une tentative de gagner le plus grand nombre de voix".



Le journal a également relayé, dans plusieurs articles, les meetings de la campagne électorale animés par les responsables des partis politiques dans plusieurs wilayas de l'Est du pays.

De son côté, "Le Quotidien de Constantine", édité en langue française, a fait état dans un article paru lundi en page 3, titré : "En quête de la confiance perdue", des "ténors des partis et les +parrains+ des listes indépendantes qui s'affairent activement à développer un discours d'optimisme et de promesse de rupture", et ce dans un souci de recouvrer la confiance du citoyen sérieusement ébranlée par des décennies de gabegie.

Dans le même contexte, la publication a ajouté que "le discours prôné par les candidats aux législatives du 12 juin prochain, au quatrième jour de la campagne électorale, a été axé sur l'importance de renouer le contact avec le citoyen, lequel passe par le "choix judicieux" des futurs représentants du peuple à l'APN.

"Le Quotidien de Constantine" a répercuté, en outre, le discours du pré-

sident du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, dans lequel il a souligné, dimanche, à partir de Annaba, que "la responsabilité d'édifier une Algérie forte incombe à tous les Algériens", et nécessité, a-t-il expliqué, "la mise en place d'institutions constitutionnelles fortes".

Le journal a également souligné que M. Belaid, a affirmé que cela ne peut se concrétiser que par une "participation active et effective" des citoyens au vote, appelant ainsi à faire montre de "clairvoyance et de perspicacité" dans le choix de leurs représentants afin de "contribuer à surmonter les difficultés et relever les défis" auxquels est confronté le pays.

En page 3, la même publication a souligné, par ailleurs, certains dépassements qualifiés de "légers" en ce début de campagne électorale, relayant la déclaration du coordinateur local de la délégation de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Hamoudi Bentaya, qui a indiqué "certains candidats n'ont pas respecté les consignes pour le bon déroulement de cette campagne".

MALI

Boukadoum appelle à accélérer la mise en œuvre de l'accord d'Alger

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a appelé, hier les acteurs maliens à faire preuve de "persévérance" afin d'avancer dans le processus de transition et d'obtenir des résultats concrets dans la mise en œuvre de la feuille de route de décembre portant, entre autres, sur la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, issu du processus d'Alger.

Dans son intervention à la réunion du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) consacrée à la situation au Mali, M. Boukadoum a souligné que "la célébration ce mois-ci du 6e anniversaire de l'Accord de paix et de réconciliation malien, issu du processus d'Alger, offre une nouvelle occasion d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent pour relever les multiples défis auxquels le pays (le Mali) est confronté". Depuis la dernière réunion de l'organe de l'UA sur cette question en octobre de l'année dernière, "des mesures concrètes ont été prises pour achever le processus de transition et faire avancer le programme de paix et de réconciliation", a rappelé le chef de la diplomatie, saluant les Maliens pour "les progrès encourageants réalisés

pour garantir le plein fonctionnement des organes de transition, y compris le Conseil national de transition, et des préparatifs en cours pour mettre en place les structures de gestion des élections".

"Les consultations étant toujours en cours pour former un nouveau gouvernement, nous exhortons les acteurs maliens à préserver les acquis obtenus jusqu'à présent et à construire le consensus nécessaire autour des réformes essentielles nécessaires pour assurer le succès des élections prévues l'année prochaine", a dit le ministre. Tout aussi important, pour le ministre, "la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, qui a pris un nouvel élan récemment, doit être encore accélérée".

Dans ce sillage, il a rappelé la réunion tenue par le Comité de suivi de l'Accord à Kidal, dans le nord du Mali, le 11 février.

Cette réunion, qu'il a dirigée en sa qualité de président de la médiation internationale, était "historique" car, dit-il c'était la première du genre à se tenir en dehors de Bamako depuis la signature de l'Accord de paix en 2015. En outre, il s'est réjoui du lever, pour la première fois en neuf ans, du dra-

peau national du Mali dans la région de Kidal, en présence de nombreux ministres maliens.

Forts de cette réussite, une autre réunion a pu être convoquée le 29 mars 2021, dans la région de Kayes, à l'Ouest du Mali, dans le but d'améliorer l'appropriation de l'Accord par tous les Maliens, a rappelé le ministre.

A cette occasion, il a exprimé son espoir que cette "atmosphère positive encouragera les parties maliennes à mettre en œuvre rapidement la feuille de route convenue en décembre 2020, comprenant: l'accélération du redéploiement des unités de l'armée reconstituées dans le nord, l'activation de la zone de développement de la région nord".

A ce propos, il a considéré que le processus de paix et de réconciliation au Mali (soutenu par la communauté internationale) est "un processus fait par les Maliens pour les Maliens".

"Alors que nous aspirons tous à voir des résultats concrets et positifs le plus rapidement possible, nous devons garder à l'esprit qu'un tel processus est par essence long, complexe et difficile et qu'il exige de la patience et de la persévérance".

Législatives

Les partis en course plaident pour la nécessité de recouvrer la confiance du citoyen

Le discours prôné par les candidats aux législatives du 12 juin prochain, au quatrième jour de la campagne électorale, a été axé sur l'importance de recouvrer la confiance du citoyen, laquelle passe par le "choix judicieux" des futurs représentants du peuple au parlement.

A cet égard, la présidente de Tajamoue Amel al Jazair (TAJ), Fatma-Zohra Zerouati, a affirmé, à l'occasion d'un meeting populaire animé à Alger, que le programme de son parti repose principalement sur "la restauration de la confiance entre les citoyens et le Pouvoir et ce, à travers la restauration de leurs relations avec la classe politique", estimant que cela ne peut se concrétiser qu'avec "la rupture avec les anciennes pratiques".

La présidente de TAJ a également estimé que les prochaines élections bénéficieront d'"une grande crédibilité, grâce à l'option des listes électorales ouvertes, ce qui offre des chances équitables aux différents candidats en lice", soulignant que "le changement que connaît l'Algérie d'aujourd'hui a grandement encouragé les jeunes à se porter candidats".

De son côté, le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaid, a indiqué à partir de Annaba que "la responsabilité d'édifier une Algérie forte incombe à tous les Algériens", ce qui nécessite, a-t-il expliqué "la mise en place d'institutions constitutionnelles fortes".

Pour M. Belaid, cela ne peut se concrétiser que par "une participation active et effective" des citoyens au vote, les appelant ainsi faire montre de "clairvoyance et de perspicacité" dans le choix de leurs représentants afin de "contribuer à surmonter les difficultés et relever les défis" auxquels est confronté le pays.

Il a relevé que la date du 12 juin "porte des indications prometteuses en ce qui concerne la restauration de la confiance du citoyen", notant que le Front el Moustakbel "a choisi ses candidats sur la base de leurs compétences et leur engagement en faveur de l'Algérie".

A ce propos, il a indiqué que "l'Algérie ne se construit pas par des discours, mais par des actions, des pratiques et de nouvelles méthodes de gouvernance qui devraient rendre chaque citoyen fier de son appartenance à ce pays".

A partir de Relizane, le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam, a mis l'accent sur "la restauration de la confiance des citoyens pour élire une Assemblée populaire nationale jouissant de la légitimité et du soutien populaires", estimant que la future Assemblée "constitue une étape cruciale et importante dans le processus de parachèvement du renouvellement des institutions élues et, par la même la concrétisation des aspirations des Algériens, exprimées lors le mouvement du 22 février 2019".

En ce sens, M. Benabdeslam a insisté sur "la nécessité de préserver l'unité nationale et les constantes de la nation" pour barrer la route à tous ceux qui veulent "attenter à la stabilité du pays".

De son côté, le secrétaire général du Mouvement El-Islah, Fillali Ghouini, a expliqué que sa participation aux législatives "vient de la foi et de la conviction de son parti de contribuer à la construction d'une nouvelle Algérie", ajoutant que l'échéance du 12 juin "marquera une étape importante dans le processus de restauration de la confiance du citoyen".

A Bordj Bou Arreridj, le président du Front de la bonne gouvernance (FBG), Aissa Belhadi, a plaidé en faveur de la réussite du processus électoral pour parvenir à des "Assemblées élues légitimes", notant que sa formation politique participe avec 44 listes électorales à travers le pays.

A Tindouf, la campagne électorale a été limitée jusque-là à l'action de proximité. A travers les quartiers et cités des communes de Tindouf et Oum-Lâassel, les candidats, partisans et indépendants, ont opté pour

GOLDMAN SACHS

Le baril de Brent à 80 dollars au quatrième trimestre de 2021

La banque américaine Goldman Sachs s'attend à ce que les prix du pétrole grimpent à 80 dollars le baril au quatrième trimestre de cette année, arguant que le marché a sous-estimé un rebond de la demande même avec une possible reprise de l'offre iranienne, rapporte, ce lundi 24 mai 2021, l'agence britannique Reuters.

« Les arguments en faveur de la hausse des prix du pétrole restent donc intacts compte tenu de la forte augmentation de la demande due aux vaccins face à une offre inélastique », a déclaré la banque dans une note. Même « en supposant agressivement » un redémarrage des exportations iraniennes en juillet, les prix du Brent atteindraient toujours la barre des 80 dollars au quatrième trimestre, selon la même source.

Les prix du pétrole ont chuté la semaine dernière après que le président iranien, Hassan Rohani, ait déclaré que les États-Unis étaient prêts à lever les sanctions contre les secteurs pétrolier, bancaire et maritime de Téhéran. Le brut a récupéré une partie de ces pertes lundi alors qu'un problème potentiel est apparu dans la relance de l'accord nucléaire iranien de 2015 qui pourrait augmenter l'ap-



provisionnement en pétrole, les pourparlers indirects entre Washington et Téhéran devant reprendre cette semaine, a indiqué le même média. Goldman Sachs a déclaré qu'une reprise de la demande sur les marchés développés compenserait un récent impact sur la consommation causé par le coronavirus et une reprise probablement plus lente en Asie du Sud et en Amérique latine.

La demande mondiale pourrait aug-

menter de 4,6 millions de barils par jour jusqu'à la fin de l'année, la plupart des gains étant probables au cours des 3 prochains mois, indique la note de la banque américaine.

« La mobilité augmente rapidement aux États-Unis et en Europe, à mesure que les vaccinations s'accroissent et que les verrouillages sont levés, le fret et l'activité industrielle augmentant également », indique Goldman Sachs.

DÉVELOPPEMENT DE L'ÉNERGIE RENOUVELABLE

De grands changements à moyen terme

Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de "grands changements à moyen terme" à la lumière des orientations des pouvoirs publics, a affirmé à Oran le Président directeur général (P-dg) du groupe Sonelgaz, Chaher Boulakhras.

"Le volet développement des énergies renouvelables connaîtra de grands changements à moyen terme à la lumière des nouvelles orientations prises par les autorités publiques pour activer ce programme à travers la réalisation de 5.600 mégawatts en début de l'année 2028", a indiqué M. Boulakhras à l'ouverture de la 11e édition du Salon international des Energies renouvelables, des Energies propres et du Développement durable (ERA) au Centre des conventions d'Oran. "Cette question nécessite de nouveaux mécanismes pour financer et élaborer les programmes, en collaboration avec des opérateurs du pays et de l'étranger

par différentes formes (investissement classique), a-t-il toutefois précisé. Le P-dg de Sonelgaz a indiqué que les énergies renouvelables s'inscrivent à grande échelle dans le mix énergétique en donnant une place importante à l'énergie solaire qui constitue une priorité, faisant observer que le gaz naturel "a un avenir prometteur car disponible, et outre ses caractéristiques écologiques, il dispose de cette capacité d'avoir des partenariats fiables avec les énergies renouvelables". Le gaz naturel, a-t-il considéré, est "un carburant idéal" qui permet la transition énergétique et son accompagnement progressif avec un mix énergétique effectif qui transforme tout ce processus en un nouveau modèle énergétique dans sa partie relative à la production, parallèlement à la poursuite des efforts dans sa partie relative au modèle de consommation.

"Le groupe Sonelgaz envisage de se positionner en tant qu'investisseur

dans le domaine des énergies renouvelables, au moins dans les premières tranches lancées par les autorités publiques, surtout que son expérience dans la création et la gestion de projets d'investissement mixte dans la production d'électricité l'habilite à devenir un investisseur parrain dans le domaine des EnR (Energie nouvelle et Renouvelable) pas seulement en Algérie mais au niveau continental et international". Le P-dg de Sonelgaz a souligné, dans ce cadre, que son groupe planifie pour se positionner en tant qu'investisseur en matière de prise en charge et financement des infrastructures de base des énergies renouvelables, ajoutant qu'il ambitionne d'être leader pour la partie algérienne à l'échelle internationale sans exclure le secteur privé. "Les secteurs public et privé doivent s'engager et investir dans le domaine pour aboutir aux résultats escomptés", a-t-il déclaré.

COMPLEXE EL HADJAR

L'unité TSS du renouveau le certificat de conformité de ses produits

L'unité des tubes sans soudure (TSS) spécialisée dans la fabrication de tubes line pipe pour le transport des hydrocarbures et de tubes casing pour le coffrage des puits de pétrole du complexe Sider El Hadjar d'Annaba a renouvelé, la semaine dernière, le certificat de conformité de ses produits et son système de management aux exigences internationales, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de ce complexe. La même source a précisé que l'unité

TSS de Sider El Hadjar a "renouvelé avec succès" la certification de ses produits par les normes américaines API 5L et API 5CT de l'American petroleum institute (API) après un audit qui s'est déroulé entre le 26 et le 29 avril dernier.

L'unité des tubes sans soudure a également renouvelé la certification de son système de management par la dernière version ISO 9001, et ce, après un audit effectué entre le 18 et le 20 mai courant par visioconférence, a-t-on ajouté.

Sur un autre registre, la même source a annoncé qu'un contrat sera signé demain, lundi, entre le complexe Sider El Hadjar et le Groupe Sonelgaz relatif à la fabrication par l'unité TSS de plus de 200 km de tubes line pipe pour le transport du gaz.

Ce contrat représente un plan de charge d'une année pour l'unité des tubes sans soudure, certifiée ISO 9001 depuis 1999. L'unité TSS emploie 450 travailleurs avec une capacité de production estimée à 30 000 tonnes/an.

MALGRÉ UN POSSIBLE RETRAIT MAROCAIN

L'Espagne continue d'acheter du gaz algérien

Malgré une menace marocaine de ne plus assurer la sécurité des canalisations, le gouvernement espagnol ne suspendra pas l'achat du gaz algérien. Il prend ses dispositions pour acheter du gaz algérien à travers un autre moyen.

Selon le journal espagnol El Confidencial Digital, la forte probabilité de la non reconduction par le Maroc dudit contrat, rapporte, a contraint le gouvernement espagnol « à se mobiliser pour garantir l'approvisionnement à partir de l'Algérie face à une éventuelle aggravation de la crise avec Rabat ».

Malgré cela, selon le même média, qui cite des sources de la direction économique de l'exécutif espagnol, « l'Espagne a réussi à sauver avec l'Algérie un possible problème d'approvisionnement si une escalade de représailles à l'encontre de notre pays par le Maroc commençait ». La solution de rechange consiste à recourir au gazoduc Medgaz, qui va de Béni-Saf à Almeria à travers la Méditerranée installation détenue à 51% à Sonatrach et 49% à son partenaire espagnol Naturgy, la compagnie espagnole de distribution et commercialisation de l'électricité et du gaz.

L'Algérie est le principal fournisseur de gaz de l'Espagne, « notamment parce qu'elle dispose de deux gazoducs reliant les deux pays par lesquels transite cette matière première, ce qui rend le transport beaucoup moins cher », explique El Confidencial Digital, qui précise que Naturgy « peut utiliser Medgaz pour transporter intégralement les 10 milliards de mètres cubes de gaz qu'elle a contractés avec l'Algérie sans avoir à passer par le Maroc. »

Rappelons que Sonatrach a inauguré, il y a quelques semaines, l'extension du gazoduc EGPDF allant d'El Aricha à Beni Saf sur une distance de 197 kms. « Le projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités d'exportation du gaz algérien via le gazoduc Medgaz reliant l'Algérie et l'Espagne (en traversant le territoire du Maroc, ndr), ainsi que de sécuriser l'approvisionnement en gaz de la région ouest du pays », avait indiqué le ministère de l'Energie et des Mines dans un communiqué.

Des sources diplomatiques ont confirmé à El Confidencial Digital que le renouvellement du contrat d'exploitation du gazoduc a été compliqué par « le conflit entre Madrid et Rabat ». Selon la même source, le gouvernement espagnol a reçu des garanties de la part de l'Algérie afin que la baisse qui a caractérisé l'approvisionnement en gaz à partir du sud du pays, l'hiver dernier, ne se répète plus et évitera ainsi que le marché se tende et produise une hausse de prix.

Selon le média espagnol, une situation dont la responsabilité incombe à Sonatrach qui « vendait le gaz qu'elle devait fournir à l'Espagne à un prix plus élevé à la Chine ou au Japon, profitant du fait qu'ils subissaient également une importante vague de froid à l'époque ».

La même source ajoute que l'Espagne a, donc, obtenu l'engagement de Sonatrach de réduire les expéditions de gaz vers l'Asie tant que l'approvisionnement du système gazier espagnol n'est pas garanti, et ce, pour éviter que les tensions sur le marché déclenchent une hausse des prix.

Le journal espagnol a également mis en avant les relations tendues entre l'Algérie et le Maroc. « Les tensions politiques dans les deux pays d'Afrique du Nord conduisent l'Algérie à riposter contre le Maroc. Un scénario qui, dans ce contexte d'escalade des tensions avec Rabat, profite à l'Espagne », estime la même source, qui explique que « la question du Sahara occidental, la normalisation des liens avec l'entité sioniste et les provocations continues contribuent au tournant algérien, ce qui compliquera grandement l'approvisionnement en gaz du Maroc, le contraignant à entreprendre des projets et initiatives coûteux. »

Selon El Confidencial Digital, si l'Algérie décide de ne pas renouveler le contrat pour le gazoduc Maghreb-Europe, le Maroc rencontrera de grandes difficultés : il devra acheter près de la moitié de sa consommation de gaz dans un marché indexé sur le Brent, qui ne cesse d'augmenter, et sans le soutien de l'Espagne, qui sera assurée d'être approvisionnée par l'Algérie elle-même. Long de 1 400 kilomètres, le gazoduc Maghreb-Europe, mis en service en 2002, transporte chaque année près de 12 milliards de mètres cubes de gaz algérien vers l'Espagne et le Portugal via le Maroc. L'année dernière, du fait de la crise sanitaire, les exportations de gaz algériennes s'étaient contractées en raison de la baisse de la demande notamment des principaux clients de l'Algérie qui sont l'Espagne et l'Italie.

Saïd Sadia

ENTREPRISES PUBLIQUES

Création d'un comité de dialogue dans la branche textiles



Le ministère de l'Industrie et l'Union générale des travailleurs Algériens (Ugta) intensifient les efforts en vue d'asseoir un cadre de dialogue et de concertation au niveau de l'ensemble des entreprises publiques. Un nouveau comité de concertation et de dialogue vient d'être créé dans la filière cuir et textile. C'est ce qu'a indiqué, en tout cas, un communiqué du ministère de l'Industrie, diffusé hier. « Dans le cadre des rencontres de concertation entre le ministère de l'Industrie et l'Union générale des travailleurs Algériens (UGTA), le Secrétaire général du ministère, Salem Ahmed Zaid, a procédé, lundi 24 mai 2021, à l'installation d'un comité de concertation et de dialogue de la filière Cuir et textile », a précisé un bref communiqué du ministère de l'In-

dustrie. C'est le second comité du genre qui vient d'être créé après l'installation d'une commission de dialogue et de concertation dans la branche mécanique, dont l'objectif est de trouver des solutions participatives aux problèmes dont souffrent les entreprises publiques activant dans ce domaine. Cette Commission compte des représentants de la Fédération de la mécanique et de l'électronique relevant de l'UGTA, des présidents de groupes publics activant dans les domaines de la mécanique et de l'électronique, à savoir le Groupe public mécanique AGM, le Groupe métallurgique et sidérurgique IMETAL, l'Entreprise nationale des véhicules industrielle SNVI, le Groupe des industries électroniques et électroménagères "ELEC El-Djazair", outre des cadres du ministère de l'Industrie,

avait indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie. Ces comités sont destinés à définir les problèmes et obstacles dont souffrent les entreprises publiques économiques à l'effet de trouver des solutions participatives entre les syndicats des travailleurs et les administrations concernées, apprend-t-on. Après les filières de la mécanique et des textiles, d'autres commissions du même genre seront installées dans les branches des matériaux de construction et de l'agroalimentaire, apprend-t-on également. La création de ces commissions s'inscrit dans le cadre de la série de rencontres de concertation et en application des résultats de la réunion du 1er avril dernier entre le ministère de l'Industrie et l'UGTA.

Y. T.

L'Algérie veut acquérir des avions bombardiers d'eau pour lutter contre les incendies

L'Algérie entend développer l'utilisation des moyens aériens de lutte contre les feux de forêts par l'acquisition d'avions bombardiers d'eau à l'instar d'autres pays du bassin méditerranéen. "L'acquisition d'avions bombardiers d'eau, à l'instar de certains pays du bassin méditerranéen (Portugal, Malte, Grèce), serait d'un apport non négligeable pour la lutte contre les incendies de forêt en Algérie", a souligné Mme Ilhem Kabouya, directrice de la protection de la flore et de la faune, auprès de la DGF, lors d'une réunion de la Commission nationale de protection des forêts, présidée par le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhamid Hemdani, dans le cadre de la prépara-

tion de la campagne de lutte contre les feux de forêts pour 2021.

A ce titre, Mme Kabouya a fait savoir que la DGF a participé, au niveau du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales, à l'élaboration d'un cahier des charges pour un appel d'offres national et international pour l'affrètement d'avions bombardiers d'eau.

Elle a cependant affirmé que l'option d'acquisition des moyens aériens de lutte nécessite de réaliser préalablement une étude de faisabilité en fonction de la cartographie du patrimoine forestier et des plans d'eau disponibles pour le ravitaillement des avions de lutte.

Toujours dans le cadre des actions de lutte contre les incendies de forêts, la

même responsable a fait part d'un travail que la DGF a engagé en partenariat avec la FAO pour renforcer les moyens techniques de lutte contre ce fléau qui ravage chaque année des milliers d'hectares de forêts.

Financé par l'ambassade du Japon en Algérie, le projet "Assistance technique à la gestion des feux de forêts en Algérie", en collaboration avec la FAO, a permis de former, en avril dernier, quatre équipes de formateurs composés d'un forestier, d'un gendarme et d'un élément de la protection civile. Ces derniers ont bénéficié d'une formation sur la recherche des causes "méconnues" des incendies de forêts, outre la négligence et les actes volontaires.

Incendie de la station de pompage de gaz à Hassi R'mel
Aucune perte enregistrée

Dans un communiqué rendu public, hier, le groupe Sonatrach a affirmé que l'incendie qui s'est déclaré au niveau de la station de pompage de gaz GR5 relevant de la zone de Hassi R'mel n'a eu aucun impact sur la continuité de l'exploitation et a été maîtrisé sans enregistrer aucune perte humaine ou matérielle. La compagnie publique des hydrocarbures a assuré dans le même communiqué qu'aucune victime n'est à signalée suite à cet incident qui s'est déclaré dans la journée de dimanche, sur une plateforme gazière de Hassi R'mel. "Suite à la diffusion d'informations

inexactes sur la survenue d'un incendie dans une installation au niveau de la station de pompage de gaz GR5 relevant de la zone de Hassi R'mel, Sonatrach informe que cet incendie s'est déclaré, le 23 mai 2021 à 13:40 au niveau d'une installation en cours de maintenance et a été maîtrisé en l'espace d'une demi-heure, grâce à l'intervention rapide et efficace des unités de Sonatrach entraînées pour ce genre de cas", précise le groupe Sonatrach dans son communiqué diffusé au lendemain de l'incident. Sonatrach souligne dans le même communiqué que dans "de tels cas, il a été procédé à l'activation

du système des urgences commun entre l'ensemble des unités spécialisées de Sonatrach et de la Protection civile". Cependant, la compagnie publique des hydrocarbures n'a soufflé mot sur les raisons et les conditions dans lesquelles l'incendie s'est déclaré au niveau de ses installations. D'autant plus que ce n'est pas la première fois que des installations appartenant au groupe Sonatrach connaissent des incidents de ce genre. Forte heureusement que ces incidents ne font généralement aucune victime, autrement peu de dégâts matériels.

RÉALISATION DE LA ROUTE
TRANSSAHARIENNE
L'Algérie a injecté 2,6
milliards de dollars

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Kamel Nasri, a levé une partie du voile, hier, sur la contribution de l'Algérie à la réalisation de la route transsaharienne, annonçant une enveloppe de 300 milliards de dinars (2,6 milliards de dollars) du budget de l'Etat au projet depuis le début de ses travaux. Lors d'un discours prononcé par visioconférence à l'occasion de la tenue de la réunion du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT), regroupant les ministres des pays membres et les représentants d'institutions internationales de financement, Kamel Nasri a fait état du parachèvement du tronçon complet de l'axe principal de la Transsaharienne Alger-Lagos sur 2.400 Km. Le ministre a, à la même occasion que « la stratégie continentale de cet axe lui a valu la dénomination d'autoroute nord-sud jusqu'à la frontière algérienne », précisant que les travaux de réalisation d'un tronçon de 850 Km de cette autoroute ont été lancés (507 Km parachévés et 71 Km en cours de réalisation), alors que la réalisation d'un tronçon de 260 Km est actuellement à l'étude. Pour relier la transsaharienne aux principaux ports algériens et développer ainsi le commerce euro-africain, le ministre a indiqué que qu'une pénétrante autoroutière reliant le port de Djendjen (Jijel) à l'autoroute est-ouest sur 110 Km est en cours de réalisation, non sans évoquer le projet du grand port du Centre, prévu à Cherchell (Tipasa), qui, d'après lui, sera un point d'accès pour les échanges entre l'Afrique et l'Europe. Dédiée, initialement, à fluidifier les échanges intra-africains, la transsaharienne pourrait être un excellent atout que l'Algérie doit mettre à profit pour renforcer ses opérations d'exportations à destination des autres pays africains. Le taux d'avancement du projet de la Route transsaharienne est actuellement à 90%, soit 9.000 km sur un total de 9.900. Les six pays membres représentent 27% du PIB du continent et 25% de sa population. Pour parachever le projet vieux de plusieurs années déjà, le ministre des Travaux publics et des Transports a insisté lors de la réunion du comité de liaison de la route transsaharienne sur l'importance de la mobilisation des financements et des investissements nécessaires pour la réalisation des infrastructures et la maintenance de ce qui a été réalisé de la Transsaharienne. Le Comité de liaison de la Route transsaharienne, rappelons-le, compte parmi ses membres l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Cette infrastructure autoroutière revêt une importance capitale pour l'Algérie qui, depuis quelques mois déjà, fait de l'exportation hors hydrocarbures un axe stratégique du développement de son commerce extérieur. Le pays vient de ratifier la convention d'adhésion à la zone africaine de libre-échange et compte faire de cet accord un tremplin vers les marchés africains. L'entrée en vigueur de la ZLECAf et le parachèvement de la route transsaharienne constituent deux atouts par excellence de nature à contribuer pleinement au développement des exportations hors hydrocarbures à destination des marchés africains. Fruit de cette nouvelle stratégie axée résolument sur le développement des exportations hors hydrocarbures, celles-ci ont enregistré une hausse de 58,83% durant le premier trimestre 2021 en comparaison de la même période de l'année passée, a indiqué un bilan diffusé récemment par le ministère de Commerce. D'après le bilan, la valeur des exportations a atteint 870,33 millions de dollars durant le premier trimestre contre 547 millions de la même période de 2020, soit une hausse de 58,83%. Les exportations hors hydrocarbures ont représenté 11,30% du total d'export entre janvier et mars 2021, un taux réalisé par 714 entreprises d'export.

Yani. T.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

D'énormes quantités de drogues saisies

Sans relâche, les services de sécurité continuent de lutter contre toutes les formes de drogue. D'énormes quantités de psychotropes ont été saisies et plusieurs dealers ont été arrêtés ces derniers jours dans plusieurs wilayas du pays, annoncent les différents services de sécurité.

Ainsi, à Oran, les services de police ont démantelé un réseau criminel organisé impliqué dans l'importation, le transport et l'achat de psychotropes et saisi près de 2.600 comprimés psychotropes, a-t-on appris, lundi, de la sûreté de wilaya. Cette opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations parvenues aux services de la 5ème sûreté urbaine, faisant état des activités des membres d'un réseau composé de 6 personnes dont l'une d'elles faisant l'objet de quatre mandats d'arrêt. Ces mis en cause issus d'une wilaya de l'ouest du pays étaient sur le point de réaliser une opération de vente et d'achat de psychotropes et leur commercialisation dans la ville d'Oran. Après la surveillance des activités de ce réseau criminel, un plan a été élaboré qui s'est soldé par l'arrestation de cinq personnes, se trouvant à bord de deux véhicules, en flagrant délit de livraison des

comprimés psychotropes, indique la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya d'Oran. Lors d'une fouille minutieuse des deux véhicules, les policiers ont découvert et saisi près de 2.600 comprimés psychotropes et une somme de 30.000 dinars issue des revenus du trafic, ainsi que la saisie sur l'un des suspects d'un permis de conduire falsifié portant une autre identité et une photo. De son côté, la brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la wilaya de Batna a réussi à saisir une importante quantité de kif traité de l'ordre de 15 kg, a indiqué lundi la cellule de communication de ce corps de sécurité. L'opération a été réalisée suite à l'arrestation de deux personnes âgées de 30 et 35 ans, dont l'un des deux est un repris de justice, à bord d'un véhicule de tourisme dans la cité Zemala (Batna) en possession de deux plaquettes de drogue de 180 gr, a précisé la même source. Après avoir identifié les complices des deux individus arrêtés, des repris de justice âgés de 32 et 40 ans, et suite à la fouille du domicile de l'un des deux complices, dans le quartier "Parc à fourrage" de la ville de Batna, une autre quantité de kif traité s'élevant à 14,820

kg a été découverte, a-t-on souligné.

Cela s'ajoute à une quantité de 2,217 kg de kif traité qui a été saisie à Tizi-Ouzou par les services de sécurité, durant les quatre premiers mois de l'année en cours, a indiqué, dans un communiqué, la sûreté de cette wilaya.

« Dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue et le commerce illicite de produits stupéfiants, les services de la sûreté de wilaya, ont traité durant les quatre premiers mois de l'année en cours, 137 affaires liées à la détention et au trafic de drogues et procédé à la saisie de 2,217 kg de Kif traité », a-t-on précisé de même source. Durant la même période quelque 1004 comprimés psychotropes, ont été également saisis par les mêmes services qui ont interpellé 100 individus impliqués dans ces affaires, a-t-on ajouté. Présentés devant les instances judiciaires compétentes, pour le chef d'inculpation de « détention de drogue et psychotropes à des fins de commercialisation », 42 des mis en cause dans ces affaires ont été mis en détention préventive, 7 placés sous contrôle judiciaire, 47 cités à comparaître et 4 ont bénéficié de la liberté provisoire, selon le même communiqué.

Synthèse Saïd Sadia

MOSTAGANEM

Exercices de simulation de noyades à la plage de Kharouba

Une simulation de noyade s'est déroulée à la plage de Kharouba afin de tester les procédures d'urgence de la chaîne de secours. Il s'agissait de deux noyades fictives de deux hommes avec évacuation des blessés aux urgences médicochirurgicales. Cet exercice de simulation s'est effectué samedi en présence de nombreux baigneurs dont des enfants. Les présents

ont vu des maîtres nageurs plonger pour secourir deux nageurs en détresse. Des plongeurs ont ensuite pris le relais pour repêcher les deux victimes qui ont été ramenées au rivage. Un protocole d'intervention a été mis en place par l'équipe médicale : poser un brancard en milieu aquatique, immobiliser les victimes, leur prodiguer les premiers soins et les transporter par ambulance aux UMC. L'exer-

cice organisé par la direction de la Protection civile à l'approche de la saison estivale a permis de bien redéfinir les rôles de chacun dans la chaîne des secours. Une opération riche en enseignements qui a créé une petite animation sur la plage auprès de baigneurs et de badauds qui ont suivi avec beaucoup d'intérêt cet acte.

COMPLEXE EL HADJAR

L'unité TSS renouvelle le certificat de conformité de ses produits

L'unité des tubes sans soudure (TSS) spécialisée dans la fabrication de tubes line pipe pour le transport des hydrocarbures et de tubes casing pour le coffrage des puits de pétrole du complexe Sider El Hadjar d'Annaba a renouvelé, la semaine dernière, le certificat de conformité de ses produits et son système de management aux exigences internationales, a-t-on appris dimanche auprès de la cellule de communication de ce complexe. La

même source a précisé que l'unité TSS de Sider El Hadjar a "renouvelé avec succès" la certification de ses produits par les normes américaines API 5L et API 5CT de l'American petroleum institute (API) après un audit qui s'est déroulé entre le 26 et le 29 avril dernier. L'unité des tubes sans soudure a également renouvelé la certification de son système de management par la dernière version ISO 9001, et ce, après un audit effectué entre le 18 et le 20 mai courant par visioconférence, a-

t-on ajouté. Sur un autre registre, la même source a annoncé qu'un contrat sera signé demain, lundi, entre le complexe Sider El Hadjar et le Groupe Sonelgaz relatif à la fabrication par l'unité TSS de plus de 200 km de tubes line pipe pour le transport du gaz. Ce contrat représente un plan de charge d'une année pour l'unité des tubes sans soudure, certifiée ISO 9001 depuis 1999. L'unité TSS emploie 450 travailleurs avec une capacité de production estimée à 30 000 tonnes/an.

ORAN

Remise d'arbres fruitiers aux agriculteurs sinistrés

La Conservation des forêts de la wilaya d'Oran a fourni 6.724 arbres fruitiers pour indemniser 31 agriculteurs sinistrés suite aux incendies déclarés en novembre dernier, a-t-on appris auprès de la circonscription des forêts de la daïra de Boutlélis.

Destinée aux agriculteurs ayant subi des pertes dommageables lors des incendies de forêts, en 2020, cette opération s'inscrit dans le cadre du programme d'urgence financé par le Fonds national de développement rural pour indemniser 31 agriculteurs de Cap Blanc, village rattaché à la commune d'Aïn El Kerma, relevant de la daïra de Boutlélis, à l'ouest de la wilaya, a-t-on appris de la responsable de la circonscription, Fatima Boukris.

Les indemnisations englobent 6.724 arbres fruitiers dont plusieurs variétés d'oliviers, de figuiers, de poiriers, d'agrumes (orangers) et grenadiers, a-t-elle indiqué, expliquant que ce programme a été soutenu par une entreprise privée, actuellement en lien direct avec les agriculteurs pour suivre l'opération de reboisement.

Dans le cadre de cette opération, lancée au mois de mars dernier, 22 agriculteurs ont bénéficié de 6.259 arbres, a précisé Mme Boukris selon qui l'indemnisation se poursuit pour toucher le restant des personnes affectées par ces incendies.

Soulignant que cette opération sera parachevée, fin mai courant, Mme Boukris a indiqué que les agriculteurs ont été indemnisés sur la base d'une liste établie par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'Oran. Pour rappel, la wilaya d'Oran a enregistré le 6 novembre 2020, quatre (4) foyers d'incendies ayant ravagé une superficie globale estimée à 426 hectares de forêts, de broussailles et d'herbes au niveau des communes de Tafraoui, Misserghine et Gdyl, sachant que la région de Cap Blanc a été la plus affectée.

MOSTAGANEM

Production de près de trois millions de quintaux de légumes

La wilaya de Mostaganem a enregistré une production de près de trois millions de quintaux de divers légumes saisonniers et primeurs au titre de la saison agricole 2020-2021, a-t-on appris lundi auprès de la direction des services agricoles (DSA).

Ainsi, 2,970 millions qx de légumes ont été récoltés dans les champs et les serres dont plus de 2,128 millions qx de pomme de terre sur 6 600 hectares de terres agricoles réservées à cette culture, ce qui représente 59 pour cent de la superficie totale (11 145 ha). Il est prévu dans les prochains jours le lancement des opérations de récolte des semences de pomme de terre, a-t-on fait savoir, signalant que les prévisions tablent sur plus de 4 millions qx de pomme de terre de saison cette année dont 100.000 qx de semences. Les agriculteurs ont récolté la même période 255.000 qx de maraichers de saison notamment l'oignon vert, la courgette, la betterave, les carottes, les haricots verts et les pois en attendant le lancement d'opérations de cueillette de dix autres légumes de champ dans les prochains jours. Ce bilan positif s'ajoute à celui temporaire de récolte de légumes protégés dont la production a dépassé 340.000 qx, dont 186.000 qx de tomate jusqu'à présent sur 552 ha d'un total de 1.074 ha réservés à cette activité agricole. La campagne de récolte des légumes primeurs irrigués et non irrigués a donné lieu à 250 000 qx de cultures maraichères sur une superficie totale de 2 210 ha, selon la même source. La production de maraichers a dépassé dans la wilaya de Mostaganem l'an dernier 10,700 millions quintaux dont 5,100 millions qx de pomme de terre, aux trois campagnes de primeurs, saisonniers et d'arrière-saison, qui représentent 76 pour cent de la production de la wilaya estimée à 14 millions qx.

TAMANRASSET

Ouverture d'un service régional de la mutuelle générale de la sûreté nationale

Un service régional de la mutuelle générale de la sûreté nationale (MGSN) a été inauguré lundi à Tamanrasset. Le nouvel acquis, qui vient renforcer les structures sociales de ce corps de sécurité dans la région, a été inauguré par le directeur de la MGSN, le commissaire-divisionnaire Mokrani Mohand Ameziane, en présence des autorités locales civiles et militaires et de cadres de la Police. Composé de bureaux et autres installations, ce service régional de la MGSN offre diverses prestations aux affiliés et

personnels du corps de la Police, couvrant territorialement quatre wilayas, en l'occurrence Tamanrasset, In-Salah, In-Guezzam et Bordj-Badji Mokhtar, selon les explications fournies à la délégation. Le service en question est appelé à prendre en charge les préoccupations sociales, médicales et sportives des affiliés et personnels de la sûreté nationale et contribuer à alléger les charges de déplacements sur Alger, a expliqué le directeur de la MGSN. M. Ameziane a également fait savoir qu'une réflexion sera engagée

pour la réalisation, en coordination avec les autorités locales, de nouvelles structures relevant du secteur de la sûreté nationale, pour une meilleure prise en charge des affiliés de ce corps sécuritaire.

Les affiliés et personnels du corps de la police ont salué la réalisation de pareilles structures appelées à l'amélioration des conditions de travail et de la prise en charge des préoccupations sociales des personnels de ce corps au niveau des wilayas de l'extrême Sud du pays.

Spaghettis aux crevettes

Ingrédients

30 crevettes
400 g de spaghettis
5 gousses d'ail
1/2 botte de persil frais
5 c. à soupe d'huile d'olive
Sel et poivre

Les étapes

1. Pour commencer, pelez l'ail et découpez-le très finement puis effeuillez et ciselez le persil.
2. Si vous avez acheté des crevettes fraîches, décortiquez-les. Vous pouvez toutefois garder la carapace sur la queue pour une question d'esthétique.



3. Faites cuire les spaghettis al dente dans l'eau bouillante en suivant les indications du paquet.

4. Dans un wok ou une poêle aux bords hauts, versez l'huile d'olive et chauffez à feu vif.

5. Ajoutez l'ail et les crevettes puis faites-les revenir vivement pendant 5 minutes tout en remuant régulièrement. Incorporez ensuite les pâtes préalablement égouttées puis parsemez de persil, ainsi que de sel et de poivre. Baissez à feu moyen et mélangez pendant 5 minutes.

6. Servez et dégustez aussitôt vos spaghettis aux crevettes, à l'ail et au persil !

Pour plus de gourmandise, vous pouvez ajouter un peu de crème liquide avant d'intégrer les spaghettis.

Flan petits pois et carottes au lait de coco

Ingrédients

1 c à soupe de fécule de maïs
20 cl de lait de coco
4 oeufs
2 c. à café de curry
1 c. à café de coriandre
250 g de petits pois
100 g de carottes cuites
Sel, poivre
12 crevettes (facultatif)

Les étapes

1. Préchauffez votre four à 180°.
2. Diluez la fécule de maïs dans un bol avec 2 cuillères à soupe de lait de coco puis fouettez jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de grumeaux. Versez le reste du lait de coco ainsi que les oeufs préalablement battus en omelette.
3. Ajoutez le curry, la coriandre ainsi que le sel et le poivre. Remuez de nouveau.
4. Coupez en petits dés les carottes cuites puis intégrez-les avec les petits-pois dans la préparation du dessus. Mélangez délicatement.
5. Disposez votre préparation à l'intérieur de vos moules à flan en silicone ou anti-adhésifs puis déposez par-dessus une ou deux crevettes selon leur taille.
6. Enfournez ensuite pour 20 minutes. Une fois cuit, sortez le tout du four et laissez reposer quelques minutes avant de démouler pour ne pas vous brûler. Dégustez votre flan petits pois et carottes au lait de coco, chaud, tiède ou froid !
Si vous souhaitez faire un flan entier, choisissez un moule à cake et prévoyez 30 à 35 minutes de cuisson.

Batata mchermla

Ingrédients

500 g de pommes de terre
un peu de coriandre
un peu de persil plat.
1 gousse d'ail
2 c. à café de paprika
2 c. à café de cumin
2 c. à soupe de jus de citron
3 c. à soupe d'huile d'olive
Sel et poivre du moulin

Instructions

Pelez les pommes de terre, lavez-les puis séchez-les. Coupez-les en dés de 2 cm. salez et poivrez, et passez les à la vapeur.
préparez maintenant la chermoula, écrasez l'ail, et faites revenir dans une poêle avec un peu d'huile, surveillez pour ne pas que ça brûle.
ajoutez le persil et la coriandre hachées, puis les épices, tout en remuant avec une cuillère en bois.
incorporez les cubes de pommes de terre cuites, faites revenir un peu
Et voilà c'est prêt, ajustez le sel et servez agrémenté de quelques brins de coriandre et/ou de persil plat et poivrez.

QUESADILLAS AU POULET ET FROMAGE

Ingrédients

3 à 4 tortillas
1 blanc de poulet coupé en lanière
épice pour fajitas
du sel
1/2 oignon bien grand coupé en cube
poivron rouge vert et jaune (1 demi de chacun)
1 gousse d'ail rapé.

fromage rouge rapé
cheddar rapé
huile d'olive pour la cuisson des ingrédients
beurre pour la cuisson des quesadillas

Pour l'épice à fajitas

1 c. à soupe de fécule de maïs facultatif

2 c. à thé de poudre de chili
1 c. à thé de sel
1 c. à thé de paprika
1 c. à thé de sucre
1/2 c. à thé de poudre d'oignon facultatif
1/2 c. à thé de poudre d'ail
1/4 c. à thé de poivre de Cayenne
1/2 c. à thé de cumin moulu

OEUF À LA MOUSSE DE SURIMI (OEUF MIMOSA)

Ingrédients

5 oeufs
3 filets d'anchois je n'en avais pas, mais les anchois donnent un goût superbe à cette mousse
4 bâtonnet de surimi
2-3 c. à soupe de mayonnaise fait maison je préfère la mayonnaise faite maison car il n'a pas de sucre dedans, il y a un peu d'ail, elle est plus acide, donc elle ajoute de la bonne saveur à

cette mousse)

Instructions

Tout d'abord, faites cuire les oeufs, et laissez refroidir.
coupez les oeufs sur deux et enlevez le jaune d'oeuf.
lavez les anchois pour les déssaler un peu et placez les sur papier absorbant.
Dans le bol du mixer, placez les bâ-

tonnets de surimi coupés en cubes, les filets d'anchois hachés, la mayonnaise et les jaunes d'oeufs durs. mixez pour avoir une consistance légère et mousseuse (si nécessaire ajouter plus de mayonnaise). remplissez une poche à douille, et façonnez des fleurs pour remplir les blancs d'oeufs
mettre au frais, jusqu'au moment de servir

TAJINE POMME DE TERRE AU MERLAN



Ingrédients

pour la marinade du poisson:
quelques merlans
2 gousses d'ail écrasé
gingembre en poudre
cumin en poudre
sel coriandre en poudre et piment rouge piquant en poudre.
pour la pomme de terre:
3 à 4 pommes de terre moyenne ou selon le nombre de personnes
2 tomates fraîches bien mures
1 oignon
les memes épices ci-dessus faites attention au sel

Instructions

marinez les merlans nettoyés et coupés en morceaux de presque 4 cm dans le mélange ail,gingembre, cumin, sel, coriandre, un peu de coriandre haché, et du piment rouge séché.
épluchez les pommes de terre et coupez chacune sur deux en longueurs puis sur trois.
rapez des oignons et coupez les tomates pelées en petits dés
ajoutez les épices, gingembre, cumin, sel, coriandre en poudre, et du piment rouge séché et coriandre haché.

ajoutez la pomme de terre à cette marinade et laissez bien absorbé le tout.
dans une marmite, mettre 2 c à soupe d'huile (vous pouvez faire la cuisson dans un tajine marocain).
ajoutez l'eau, juste pour couvrir la pomme de terre. et mettre sur le feu (donc on n'a pas besoin de faire mijoter les ingrédients dans l'huile)
laissez bouillir un peu.
à mi cuisson de la pomme de terre, ajoutez les morceaux de poisson avec leur marinade.
laissez cuire à feu doux, la sauce doit super bien réduire.

L'aquaculture (ou halieuculture, ou pisciculture, terme en usage au début du XXe siècle et préconisé par l'Académie française) est le terme générique qui désigne toutes les activités de production animale ou végétale en milieu aquatique. L'aquaculture se pratique dans des rivières ou dans des étangs, en bord de mer. On parle dans ce cas de « cultures marines » ou mariculture). Certains systèmes de récifs artificiels ou dispositifs attracteurs et de concentration (DCP, éventuellement associés à des élevages extensifs in situ (« sea ranching ») peuvent être assimilés à de l'aquaculture, dès lors qu'il y a offre directe en nourriture ou en support (indirectement produite à partir de remontée d'eau chargée en minéraux par exemple). Elle concerne notamment les productions de poissons (pisciculture), de coquillages (conchyliculture), de crustacés (astaciculture et pénéculture), de coraux (coraliculture) ou encore d'algues (algoculture). L'aquaculture est l'une des réponses apportées à la surpêche et aux besoins croissants de poisson². En 2008, elle fournissait dans le monde 76,4 % des poissons d'eau douce, 68,2 % des poissons diadromes³, 64,1 % des mollusques, 46,4 % des crustacés et 2,6 % des poissons d'eau de mer consommés par l'homme. Elle est parfois utilisée pour d'autres motifs que la consommation alimentaire, par exemple en Europe via de nombreuses « stations piscicoles » construites de 1850 à 1870, dans les Alpes notamment pour fournir du poisson de réempoisonnement (ou repeuplement) de rivière ou d'étangs de pêche, pour la pêche de loisir, les concours de pêche (avec des risques de pollution génétique ou de diffusion de pathogènes)... ou au Japon pour réintroduire dans l'environnement les crevettes ou des ormeaux⁵ là où ces animaux ont été surexploités ou ont disparu pour d'autres causes (pollution, etc.).



Halieuculture

Histoire

L'aquaculture apparaît en Égypte et en Chine au IVe millénaire av. J.-C.. Elle pouvait concerner des espèces élevées pour l'alimentation, ou pour d'autres raisons (poissons d'apparat tels que les carpes Koi, élevage alimentaires de carpes et tilapia, ou encore culture de plantes aquatiques dont l'ipomée, la châtaigne d'eau, la truffe d'eau et le lotus). Les mandarins élevaient le carassin et ils ont créé de grandes fermes aquacoles. L'élevage et la sélection de carpes Koi a commencé il y a plus de deux mille ans. Une aquaculture extensive existait dans toute l'Europe dès le Moyen Âge, exercée dans une multitude de mares et de réseaux d'étangs, dont certains comme dans la Dombes en France étaient périodiquement vidés et mis en culture, fournissant un complément alimentaire important aux paysans et aux moines. Au xxe siècle, la Dombes reste un lieu important de pisciculture, avec présence d'espèces sélectionnées pour avoir moins d'arêtes. Au Moyen Âge, le moine Aquarius était chargé des élevages de poissons qui servaient de nourriture, lors du Carême entre autres. Les rivières elles-mêmes étaient localement des lieux de production, par exemple près des moulins à eau, en amont des barrages où les meuniers nourrissaient et attiraient des poissons avec leurs déchets (riches en vers de farine et autres invertébrés) dont des truites de mer. Des viviers marins, parfois en forme de navire ou de ponton ont existé où l'on pouvait conserver ou engraisser des poissons ou crustacés (langoustes notamment). La première éclosierie de truite semble dater de 1741 (créée par Stephan Ludwig Jacobi), plus d'un siècle avant l'ouverture de la première éclosierie des États-Unis (1853) et du Japon (1877). La truite arc-en-ciel (supportant mieux le régime concentrationnaire des élevages industriels) est importé des É.-U. À la fin du xxe siècle et au début du xxie siècle, avec la reproduction artificielle (ponte induite par injection d'hormone ou hypophysation), la production aquacole augmente de façon spectaculaire, plus vite que



toute autre production de denrées alimentaires⁹, notamment pour les saumons et truites, pour les crustacés, les moules, les palourdes et les ormeaux dans les années 2000. Alors que la production aquacole mondiale représentait moins d'un million de tonnes en 1950, elle est d'environ 50 millions de tonnes en 2008. Cette augmentation a un impact environnemental direct (ex. destruction de mangroves pour y installer des élevages de crevettes) et indirect (par la production de farines alimentaires par exemple, dont les farines de poissons, ou encore par l'usage d'antibiotiques, de traitements hormo-

naux ou de biocides). Le développement de vaccins aquacoles a pu localement fortement réduire les teneurs des effluents en antibiotiques. Des variétés de poissons génétiquement modifiés sont à l'étude, le but étant à la fois d'augmenter la productivité, mais aussi rendre financièrement possible l'aquaculture de variété populaires auprès des consommateurs et qui sont normalement non adaptées à l'aquaculture, comme le saumon AquaAdvantage, développé par AquaBounty Technologies. Une controverse importante existe sur ces poissons OGM inventés en France et développés au Canada, mais

non autorisés sur le marché alimentaire. Ils sont appelés « Frankenfish » (pour le personnage roman Frankenstein ou le Prométhée moderne) et fish signifiant poisson en anglais) par les groupes anti-OGM aux États-Unis. Ces associations sont préoccupées par les éventuels risques sur la santé. Elles pointent également du doigt le fait que du poisson OGM s'échappant des fermes puisse éradiquer le poisson sauvage. L'aquaculture a contribué au développement à la circulation de maladies qui sont redoutées des aquaculteurs en raison des pertes qu'elles peuvent occasionner.

Les différents types d'aquaculture

- L'aquaponie, polyculture extensive intégrant sous forme de symbiose poissons, mollusques, et une multiplicité de végétaux, lesquels se nourrissent des déjections elles-mêmes transformées par des bactéries ;
- La pisciculture, c'est-à-dire l'élevage de poissons ;
- La conchyliculture, l'élevage de coquillages. Les types les plus courants de conchyliculture sont :
 - l'ostréiculture (élevage des huîtres),
 - l'halioticulture (élevage des ormeaux),
 - la mytiliculture (élevage des moules),
 - la pectiniculture (élevage de coquilles Saint-Jacques ou de pétoncles),
 - la vénériculture (élevage des palourdes),
 - la cérestoculture (élevage des coques) ;
- l'élevage de crustacés :
 - L'astaciculture est l'élevage des écrevisses,
 - pénéiculture (élevage de crevettes de mer et de crevettes d'eau douce) est pratiquée en France,
 - les crevettes « gambas » sont élevées en grande quantité au Brésil,
 - la crevette impériale ;
- L'algoculture, c'est-à-dire la culture d'algues.
- L'aquaculture multitrophique intégrée (AMTI)

Économie

L'aquaculture a produit 68,3 millions de tonnes de poisson et plantes aquatiques en 2008, dont 28,8 millions de tonnes de poisson, alors qu'au début des années 1950, la production mondiale ne dépassait pas le million de tonnes. La part de l'aquaculture dans la production totale de poisson était en 2008 de 36,9 %, contre 30 % en 2002, 8 % en 1980 et 4 % en 1970. La Chine représente 71 % du marché. Un peu plus de la moitié (57,7 %) des fermes sont en eau douce et élèvent des cyprinidés (carpes) et des cichlidés (tilapias). Dans les élevages marins, on élève surtout des saumons, du thon, des daurades, des bars, des mollusques dont les huîtres et les moules, ainsi que des crustacés comme les crevettes. Quant à la production de plantes aquatiques, elle se monte à 13,9 millions de tonnes en 2004, principalement représentée par la laminaire japonaise (4,5 millions de tonnes), le wakamé (2,5 millions de tonnes) et le nori (1,3 million de tonnes). Les principaux pays producteurs sont la Chine (10,7 millions de tonnes), les Philippines (1,2 million de tonnes), la Corée du Sud (0,55 million de tonnes) et le Japon (0,48 million de tonnes). Avec une croissance annuelle moyenne de 8,8 % depuis 1970, il s'agit de la plus grande expansion dans le secteur de la production alimentaire. Au cours de la même période, la pêche a progressé de 1,2 %, l'élevage terrestre de 2,8 %. Les pays qui ont enregistré la plus forte croissance annuelle moyenne, hors algoculture, entre 2000 et 2008 sont la Birmanie (27,1 %), le Viet-Nam (22,1 %), le Chili (10,1 %), l'Indonésie (10 %) et l'Égypte (9,3 %). En 2008, l'aquaculture employait environ 10 800 000 personnes dans le monde, dont un peu moins de la moitié (5 millions) en Chine.

Qualités nutritionnelles du poisson d'élevage

Les qualités nutritionnelles du poisson d'élevage sont parfois inférieures à celles du poisson sauvage, comme c'est le cas du saumon d'élevage, qui

contient souvent moins d'oméga-3 que le saumon sauvage. Pour lutter contre la diffusion des maladies dans les fermes aquacoles à haute densité, les éleveurs utilisent médicaments et antibiotiques pouvant affecter la santé des consommateurs. Du vert malachite, un composé chimique potentiellement cancérigène utilisé pour traiter les parasites, est régulièrement retrouvé dans le poisson d'élevage d'origine chinoise malgré son interdiction en 2002.

Impact environnemental

L'aquaculture présente des avantages et inconvénients par rapport à d'autres types d'élevage : Un des avantages est que le poisson d'étang ne dépense pas de calorie pour se réchauffer et peu pour se déplacer. Ainsi, 1 mégacalorie sous forme d'aliment ingéré permet de produire 20 g de protéine de poisson, contre 10 pour le poulet, 6 pour le porc et 2 pour les bovins. Les fermes aquacoles classiques (intensives) s'implantent au détriment de l'écosystème côtier, en particulier des mangroves dans la zone tropicale, comme c'est le cas des élevages de crevettes en Thaïlande. Des poissons s'échappent fréquemment de cages ou d'élevages, représentant une menace lorsqu'il s'agit d'espèces exogènes, de poissons malades ou parasités, ou une source de pollution génétique lorsque ce sont des souches OGM ou sélectionnées (ex carpes très grosses et sans arêtes obtenues par sélection sur plusieurs générations et pour certaines importées de Tchécoslovaquie en France dans les années 1930). L'usage massif de médicaments est source de pollution des eaux côtières et présente un risque pour les poissons sauvages environnants, de même que les rejets de déchets issus de l'élevage intensif. Un kilogramme de poisson d'élevage nécessite la capture de trois (truite portion) à sept (très gros bars) kilogrammes de poissons sauvages (capelans, anchois) pour leur alimentation, moins pour des poissons comme les silures, qui valorisent très bien les protéines végétales et l'amidon. À l'état sauvage, on estime qu'il faut dix kilogrammes de « poisson fourrage » pour produire un kilogramme de poisson carnassier (le poisson sauvage dépense beaucoup plus d'énergie pour échapper à ses prédateurs et pour se nourrir dans la nature que dans une ferme), l'essentiel de la consommation des pays occidentaux. Un élevage respectueux de l'environnement se concentrera sur les poissons herbivores, ou élèvera lui-même les poissons destinés au « fourrage » afin de ne pas détourner les ressources des prédateurs sauvages. Néanmoins, il est difficile de ne pas introduire dans la chaîne alimentaire des poissons contaminés par divers métaux ou polluants organiques, d'autant plus que les poissons piscivores sont âgés ou en tête de réseau trophique, avec notamment des problèmes avec le mercure. Une alternative véritablement durable à l'aquaculture conventionnelle est testée actuellement par l'IRD (Institut de recherche pour le développement). Elle vise à nourrir les poissons d'élevage par des larves d'insectes (Black soldier Fly, *Hermetia illucens*) elles-mêmes nourries par des déchets agricoles. En Indonésie, il faudrait 180 tonnes de tourteaux d'huile de palme pour produire 60 tonnes d'insectes (ainsi que du compost agricole) puis 25 tonnes de poissons. Ce procédé pourrait être facilement adapté à d'autres climats ainsi qu'à d'autres cultures moins

controversées que l'huile de palme. Le centre Songhai, au Bénin, a mis en place une filière de valorisation des sous-produits agricoles pour la production des asticots de mouches domestiques à grande échelle et leur utilisation dans l'alimentation animale (nombreux poissons d'eau douce mais aussi cailleteaux, dindonneaux...). Comparativement à l'élevage d'animaux terrestres, l'aquaculture présente l'avantage de nécessiter moins de nourriture, et donc d'avoir un impact environnemental inférieur. En effet, les poissons étant des animaux à sang froid et vivant dans l'eau, ils utilisent moins d'énergie pour garder leur corps à température ou pour constituer une ossature. Par exemple, la carpe convertit 30 % de sa nourriture en protéines, alors que la volaille n'en transforme que 25 %, le cochon 13 % et le bœuf 5 %. Dans le cas de l'algoculture, elle présente l'avantage de ne pas être en compétition avec les terres arables terrestres. On retrouve notamment cet argument en faveur de l'algocarburant dans le débat sur l'efficacité des différentes générations de biocarburant.

*Aquaculture et changement climatique

Contrairement aux élevages d'animaux terrestres, l'élevage de poisson ne rejette pas de méthane. De plus, l'algoculture participe au captage du CO2 atmosphérique. La montée des océans provoquée par le réchauffement climatique pourrait affecter l'aquaculture car de nombreuses fermes sont situées dans les régions côtières.

Aquaculture labellisée « biologique »

Bien que devant encore faire face à de nombreux défis, l'aquaculture « biologique » croît rapidement, même si elle est encore de 2000 à 2010 une très petite niche dans le marché aquacole lui-même en très forte croissance (moins de 0,1 % de l'aquaculture mondiale était certifiée « biologique » en 2005), mais la demande et l'offre se développent dans de nombreux pays, de même que le contenu des labels, sous l'égide notamment d'un groupe de travail de l'IFOAM dévolu à l'aquaculture et à la pêche. L'aquaculture « biologique » concerne pour le moment quelque espèce de poissons, quelques crustacés et de petites productions de mollusques (animaux filtreurs ou brouteurs), mais une réflexion est en cours pour élargir le nombre de mollusques / coquillages d'élevage pouvant être labellisés, sachant que « Les produits de la chasse et de la pêche d'espèces sauvages ne sont pas considérés comme relevant du mode de production « biologique » ».

Rôle de la FAO dans l'aquaculture

Environ 580 espèces aquatiques sont actuellement élevées dans le monde, ce qui représente une mine de diversité génétique intra- et inter-spécifique. L'aquaculture est pratiquée aussi bien par des paysans très pauvres dans les pays en développement que par des entreprises multinationales. Manger du poisson est ancré dans la tradition culturelle de nombreuses populations et le poisson est un aliment très bon pour la santé, qui possède d'excellentes qualités nutritionnelles. C'est une bonne source de protéines, d'acides gras, de vitamines, de minéraux et de micronutriments essentiels. Les plantes aquatiques, telles que les algues, représentent aussi une impor-

tante ressource pour l'aquaculture, car elles contribuent à la nutrition, aux moyens d'existence et à d'autres utilisations industrielles importantes. Quatre-vingts pour cent de la production aquacole actuelle dérive d'animaux qui se situent en bas de la chaîne trophique tels que mollusques et poissons herbivores et omnivores. En raison de l'essor qu'elle connaît depuis 30 ans, et de la relative stabilisation des pêches de capture, il y a tout lieu de croire que la croissance future du secteur des pêches proviendra essentiellement de l'aquaculture. Une stratégie aquacole durable doit :

- reconnaître que les aquaculteurs doivent tirer une juste récompense de leur activité
- garantir un partage équitable des coûts et des avantages
- promouvoir la création de richesses et d'emplois
- faire en sorte que chacun ait accès à une nourriture suffisante
- gérer l'environnement au profit des générations futures
- assurer un développement rationnel de l'aquaculture, avec des responsables et une industrie bien organisés. L'objectif ultime de l'aquaculture est de développer pleinement son potentiel pour :
- que les communautés prospèrent et les populations soient en meilleure santé
- offrir plus de possibilités d'améliorer les moyens de subsistance, en améliorant les revenus et la nutrition
- promouvoir l'autonomisation des aquaculteurs et des femmes.

L'aquaculture et la FAO

Consciente du fait que la contribution de l'aquaculture à la sécurité alimentaire s'accroît rapidement, la FAO fournit une assistance technique en mettant en œuvre le Code de Conduite pour une pêche responsable qui :

- promeut le développement durable de l'aquaculture, en particulier dans les pays en développement, par le biais d'une amélioration de l'impact environnemental du secteur, de la gestion de la santé et de la biosécurité
- fournit des analyses et des rapports périodiques sur la situation et les tendances du développement de l'aquaculture aux niveaux mondial et régional, en partageant connaissances et informations
- élabore et met en œuvre des politiques et des cadres juridiques efficaces propres à promouvoir un développement durable et équitable de l'aquaculture, avec des avantages socio-économiques accrus. Le Sous-Comité de l'aquaculture offre un forum pour des consultations et des débats sur l'aquaculture. Il conseille aussi le Comité des pêches (COFI) sur les questions techniques et de politique générale touchant à l'aquaculture et sur les activités que devra mener l'Organisation. La FAO fournit d'innombrables informations et outils sur le développement de l'aquaculture et les problèmes et les opportunités qui en découlent dans le monde entier.

Algérie: examen des moyens de renforcer la coopération entre les Ressources en eau et la Pêche

Les ministres des Ressources en eau, Arezki Berraki et de la Pêche et des productions halieutiques, Sid Ahmed Ferroukhi ont fait état, dernièrement à Alger, de la volonté de leurs secteurs respectifs de développer des programmes d'aquaculture dans les barrages afin de contribuer au sou-

tien de la production nationale de poissons. Lors d'une réunion de travail regroupant les cadres des deux ministères, MM. Ferroukhi et Berraki ont examiné les moyens de développer le domaine de l'aquaculture continentale et la possibilité de s'orienter vers de nouveaux mode d'élevage, en sus des défis qui pourraient se poser à ce type d'investissements. Cette réunion, ont affirmé les deux ministres vise la cristallisation de programmes et la mise en place d'une feuille de route pour chaque secteur permettant d'avoir une large perspective des modèles et les modalités d'exploitation de différentes ressources pour le développement de la production. M.Berraki a estimé que cette réunion était une occasion pour échanger autour du projet de développement de la pêche continentale au niveau des barrages et retenues d'eau et le renforcement de la coordination entre les deux secteurs afin que les investissements soient pertinents et bien ciblés. Pour ce faire, le ministre a préconisé l'implication des organismes et établissements publics relevant du secteur dans ces activités à travers des investissements bénéfiques, pouvant constituer des revenus supplémentaires et une solution pour l'amélioration de leur situation financière. Il a assuré, à ce propos, que tous les efforts seront mobilisés pour accompagner ces investissements et garantir un suivi continu à travers la poursuite de latenu des rencontres entre les cadres des deux secteurs, afin de bénéficier des avis des experts et d'examiner les défis auxquels pourraient faire face ces projets. Le secteur des Ressources en eau compte 81 barrages, d'une capacité globale de 8,274 milliards de m3 d'eau, et 65 petits barrages, d'une capacité de 4361,22 millions m3, ce qui représente une assiette importante aux activités d'aquaculture, a-t-il poursuivi. Pour sa part, M. Ferroukhi a mis en avant le désir de son secteur de développer davantage le partenariat dans ce domaine, en s'orientant vers de nouveaux modes d'élevage dans les barrages. Il a souligné, à cet égard, l'importance de la formation et de l'accompagnement technique des opérateurs dans ce domaine ainsi que du développement de ce mode de production qui peut être orienté à l'avenir vers l'exportation et la fabrication d'autres produits dans le cadre des activités de transformation. Le secteur œuvre à élargir l'aquaculture notamment dans les zones sahariennes, permettant la valorisation des ressources en eau disponibles, le développement des fermes aquacoles et l'exploitation des énergies renouvelables. Les deux parties ont proposé l'élaboration d'études détaillées sur les barrages existant vu qu'ils sont différents en termes de type, de composition d'eau et de caractéristiques naturelles, outre la création d'une filière chargée de la gestion des investissements. Les deux ministres ont évoqué également les aspects juridiques pouvant constituer un obstacle à la concrétisation ou le retardement de plusieurs projets ainsi que l'élaboration d'un plan de travail pour lever ces obstacles. Selon les données présentées durant la réunion, les activités aquacoles continentales sont réparties sur 26 barrages et 35 opérateurs, dont 9 barrages (12 opérateurs) à l'est du pays, 8 barrages (10 opérateurs) au centre et 9 autres (13 opérateurs) à l'ouest, avec une production de 313,64 tonnes durant 2019.

Noix, noisettes, amandes et cacahuètes Comment les consommer pour prévenir infarctus et AVC

Les personnes qui mangent le plus de fruits à coque ont une meilleure santé cardiovasculaire. Nos conseils de consommation.

Pourquoi c'est important

Les noix et graines oléagineuses sont riches en graisses monoinsaturées et polyinsaturées. Elles apportent des fibres, des vitamines B et E, des minéraux. Dans une étude de 2015, des chercheurs néerlandais ont déjà montré que la consommation de fruits à coque est associée à une meilleure longévité : les personnes qui consomment environ 10 grammes de noix et/ou d'arachides par jour ont un risque de mortalité diminué par rapport à celles qui n'en consomment pas. D'autres études suggèrent que les noix protègent la mémoire et stimulent les capacités cognitives. Par exemple, un régime riche en noix réduirait le risque de développer les symptômes de la maladie d'Alzheimer. Mais peut-on espérer diminuer son risque cardiovasculaire en mangeant des noix et autres fruits oléagineux, et lesquelles ?

Ce que les chercheurs ont trouvé

Dans une étude de 2017, des chercheurs de Harvard ont combiné les résultats de plusieurs études (Nurses' Health Study I et II, Health Professionals Follow-up Study) pour obtenir des données sur 210.000 personnes. En tout, les participants ont été suivis sur une trentaine d'années et les informations sur leur santé et leur alimen-



tation ont été recueillies tous les deux ans grâce à des questionnaires. Les questionnaires alimentaires donnaient des informations sur la consommation de fruits à coque tous les quatre ans. Pendant la période de suivi, il y a eu 14.136 cas de maladies cardiovasculaires, dont 8.390 maladies coronariennes et 5.910 AVC. L'étude est parue dans le Journal of the American College of Cardiology.

Résultats : La consommation totale de fruits à coque était inversement associée aux maladies cardiovasculaires. Cela signifie que plus les participants mangeaient des fruits à coque, moins ils souffraient de maladies cardiovasculaires. Avec au moins cinq portions de fruits à coque par semaine (140 g), le risque de maladie cardiovas-

culaire diminuait de 14% et celui de maladie coronarienne de 20%. Dans cette étude, une portion pesait 28 g. D'autres travaux ont montré que la consommation de noix et fruits oléagineux est associée à une baisse du risque de diabète, de syndrome métabolique et de maladies coronariennes. Dans l'étude PREDIMED, une population à risque cardiovasculaire élevé a reçu la consigne de suivre un régime méditerranéen supplémenté en fruits oléagineux de plusieurs sortes : amandes, noisettes, noix ; après 5 ans de suivi, le risque d'accident cardiovasculaire majeur était réduit de 28% dans cette population. Dans l'étude de Harvard, lorsque les chercheurs faisaient la différence entre les différents types de fruits à coque, les noix semblaient les meilleures pour la santé cardiovasculaire. La consom-

mation de noix au moins une fois par semaine réduisait de 19 % le risque cardiovasculaire et de 23 % celui des maladies coronariennes. Des arachides ou des noisettes au moins deux fois par semaine réduisaient de 13 % le risque cardiovasculaire et de 15 % le risque de maladie coronarienne. Une étude parue en mai 2020 dans l'American Journal of Clinical Nutrition rapporte également l'effet bénéfique des amandes sur la santé vasculaire. Les chercheurs montrent que remplacer les collations type biscuits et chips par des amandes améliore la fonction endothéliale, un indicateur clé de la santé vasculaire. Les participants qui présentaient un risque accru de maladie cardiovasculaire ont consommé pendant 6 semaines une collation constituée soit d'amandes, soit d'une collation témoin (mini-muffins sucrés ou salés ayant une composition représentative des apports moyens en macronutriments des collations classiques). Les résultats montrent que le remplacement des collations classiques par des amandes (qui représentent alors 20% de l'apport calorique total) améliore la fonction endothéliale, ce qui permettrait de réduire de 32% le risque de maladie cardiovasculaire. Globalement, les personnes qui consomment régulièrement des amandes sont également plus susceptibles d'avoir une alimentation plus saine ce qui contribue également à réduire le risque cardiovasculaire, comme le suggère une étude parue dans la revue European Journal of Nutrition. Les amandes peuvent avantageusement remplacer des collations classiques trop riches en graisses saturées, en sucres et pauvres en fibres.

Glande thyroïde

La thyroïde, une glande située à la base de notre cou, régit, entre autres, notre humeur, notre poids et notre vie sexuelle. D'où les nombreux symptômes surviennent lorsqu'elle se dérègle. Les dérèglements de la thyroïde peuvent survenir à tout âge et entraîner de nombreux troubles. Mais comme ils ne sont pas spécifiques, on ne pense pas forcément tout de suite à la thyroïde. La thyroïde est une glande située à la base du cou sous la pomme d'Adam. Elle pèse environ 30 grammes. Elle a la forme d'un papillon avec deux lobes. Son rôle est extrêmement important. Elle a un impact sur notre humeur, notre poids et même sur notre vie sexuelle. Comment ? En fabriquant des hormones T3 et T4 qui vont réguler la vitesse de fonctionnement de tous nos organes. Cette glande est formée de groupe de cellules qu'on appelle des vésicules. Ces vésicules sont traversées par des vaisseaux sanguins dans lesquels le sang transporte de l'iode. C'est le principal ingrédient pour fabriquer les hormones thyroïdiennes. Ces cellules vont absorber l'iode et le transformer en hormones. Ces hormones vont être emmagasinées dans les vésicules, puis libérées dans la circulation sanguine dès que l'organisme en a besoin. Mais pour que nos organes puissent avoir un bon rythme de fonctionnement il faut la bonne dose d'hormones thyroïdiennes. Cette dose est gérée par le cerveau et plus exactement par le chef d'orchestre des glandes de l'organisme, l'hypophyse, elle-même contrôlée par l'hypothalamus, chef d'orchestre des glandes de l'organisme. Quand il n'y a pas assez d'hormones thyroïdiennes, l'hypophyse envoie un message à la thyroïde pour qu'elle fabrique plus d'hormones. Quand il y en a trop, l'hypophyse freine la production de la thyroïde. Mais parfois ce système de régulation fonctionne mal.

5 bonnes raisons de manger de la pastèque

Le fruit emblématique de la belle saison ne fait pas que nous régaler : la pastèque aide aussi notre organisme à bien fonctionner. Découvrez tous les bienfaits du melon d'eau ("watermelon" en anglais).

Il peut arriver que les aliments qui nous plaisent le moins, comme les épinards, soient également ceux qui font le plus de bien à notre santé. Mais il existe quelques exceptions, dont notamment... la pastèque ! Ce fruit délicieux est gorgé d'eau, de sucre, de fibres et de nutriments essentiels comme les vitamines A, B6 et C, des antioxydants, des lycopènes, des acides aminés, et du potassium. Ses graines sont riches en protéines, en magnésium, en vitamine B et en bonnes graisses. Pensez à la choisir bio, pour profiter pleinement de ses nutriments. Voici les meilleures raisons de dévorer de la pastèque dès les premiers jours de chaleur.

Pour la santé cardiaque

La pastèque est l'aliment le plus riche en citrulline. Il s'agit d'un acide aminé, précurseur de l'arginine, qui a la particularité d'augmenter la vitalité des vaisseaux sanguins et de favoriser leur dilatation. La citrulline joue aussi un rôle bénéfique au niveau de l'immunité. Grâce à ses nutriments, la pastèque aide à protéger les cellules des dommages liés au stress et diminue ainsi les risques de maladies cardiovasculaires, d'après une étude citée par le site américain



Live Science. D'autres travaux ont montré un effet de réduction de l'hypertension artérielle et de la pression sanguine chez les adultes obèses. Ses vertus seraient particulièrement importantes pour les femmes après la ménopause. Un kilo de pastèque renferme environ 2 mg de citrulline. Ce sont les variétés à chair orange et jaune, comme la Sungold, la Jaroski, qui contiennent le plus de citrulline.

Pour ses propriétés anti-inflammatoires

Les lycopènes, qui donnent à la pastèque sa belle couleur rouge, servent à ralentir le processus inflammatoire et à neutraliser les radicaux libres responsables de l'oxydation des cellules. Ce nutriment, ainsi que la choline, permettent de diminuer le taux d'inflammation de l'organisme et d'améliorer ainsi la santé et le bien-être général.

Pour s'hydrater avec peu

de calories

Entre 20 et 30% de nos besoins journaliers en hydratation peuvent passer par notre alimentation. Et les fruits comme la pastèque y participent largement. En été, une tranche de pastèque nous hydrate et nous donne de l'énergie sans nous alourdir. Si la pastèque est composée d'eau à 90%, elle contient aussitôt peu de calories: 38,9 kcal pour 100 g (source : table nutritionnelle Ciqua). Elle fait partie des 10 fruits

les moins caloriques. Elle est donc idéale pour s'hydrater autrement (on oublie les sodas et autres boissons sucrées) tout en gardant la ligne.

Pour rester jeune

La vitamine A est excellente pour la peau et pour les cheveux car elle les aide à rester hydratés et stimule la production de collagène et d'élastine. La pastèque est une bonne source de cette vitamine. Sans oublier le lycopène qu'elle contient qui est aussi un antioxydant reconnu.

Pour les courbatures

Les sportifs et sportives qui aiment la pastèque ont de la chance : en consommer avant l'entraînement aiderait à réduire les courbatures du lendemain et à maintenir un rythme cardiaque stable. En cause, les nutriments bénéfiques (dont l'acide aminé citrulline) qui améliorent la circulation sanguine.

Le 7 points clés à vérifier lors de la rédaction de vos statuts



Vous allez choisir la forme juridique qui correspond aux besoins de votre business, il ne vous reste plus qu'à rédiger vos statuts... Ceux-ci définissent les règles de fonctionnement de votre société et les relations entre vos associés et vous. Cependant, l'obligation de rédiger des statuts lors de la création d'une entreprise dépend de la forme juridique que vous choisissez de lui donner. Ainsi, vous n'avez pas à rédiger de statuts si vous choisissez de créer :

- une entreprise individuelle (EI)
- une entreprise individuelle à responsabilité limitée (EURL)
- une micro-entreprise.

En revanche, il est obligatoire de rédiger des statuts si vous optez pour une des formes juridiques suivantes :

- l'entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)
- la société à responsabilité limitée (SARL)
- la société anonyme (SA)
- la société par action simplifiée (SAS)
- la société en nom collectif (SNC)
- la société coopérative de production (SCOP)
- la société en commandite par actions (SCA)
- et société en commandite simple (SCS).

Nom de la société ou dénomination sociale

Vous pouvez choisir n'importe quel nom, sauf :

- S'il s'agit d'une marque connue
- Si le nom a déjà été déposé à l'INPI
- Si une autre société a déjà utilisé ce nom et qu'elle exerce son activité dans un domaine voisin (référence à la clientèle et à la zone géographique)

La dénomination sociale identifie votre entreprise en tant que personne morale.

La nomination du dirigeant doit être citée soit dans les statuts eux-mêmes, soit dans un acte séparé, appelé annexe aux statuts. L'avantage de cette seconde pratique c'est que vous pouvez modifier les statuts et les faire réenregistrer à chaque changement de dirigeant.

Dans le cas d'une nomination du dirigeant par acte séparé, les statuts doivent le préciser clairement au chapitre nomination du dirigeant. La durée de fonction du dirigeant doit être précisée, ainsi que l'étendue de ses pouvoirs, éventuellement sa rémunération, la possibilité de le révoquer, les conditions de nomination d'un autre dirigeant... A noter qu'il est important de bien définir le statut du dirigeant car celui-ci peut avoir des répercussions sur ses biens propres.

Penser également à prendre un nom de domaine internet pour votre entreprise, avant de déposer vos statuts au greffe du tribunal de Commerce, c'est-à-dire à rendre public le nom de votre société.

Nom des associés

Vous devez dans vos statuts, inscrire les noms, prénoms, date et lieu de naissance, domiciliation et régime matrimonial des personnes physiques (et nom, domiciliation et N° SIRET des personnes morales). Les statuts organisent la répartition des pouvoirs dans votre société, notamment entre le dirigeant et l'assemblée des associés. Vous

devez citer les associés de votre société, ainsi que leurs nombres de parts sociales détenues. Il est également recommandé de prévoir dans vos statuts une clause d'agrément en cas de cession des parts sociales détenues par vos associés. Dans le cas contraire, et sans précision sur la cession de parts sociales, les associés pourraient à tout moment céder leurs parts à des personnes étrangères à la société et ainsi permettre l'entrée de nouveaux associés sans que vous puissiez vous y opposer.

Activité de la société

N'hésitez pas à rédiger une définition assez large de votre activité, pour ne pas être gêné, si le champ de vos interventions s'élargit. Toutefois, vous pouvez prévoir une solution de secours en inscrivant une phrase élargissant votre activité. L'objet de la société définit les domaines d'activités dans lesquels votre entreprise interviendra. Si vous n'êtes pas assez large dans la définition de votre champ action vous serez gêné par la loi. Cette partie vous servira aussi de référence pour l'attribution du code APE (activité principale exercée) qui classe les entreprises françaises par type d'activité.

Montant du capital social

Dans les statuts, le montant du capital, ainsi que sa décomposition doivent être mentionnés. Si le capital a été défini à 5.000 DA, il pourra être réparti en 500 actions (ou parts sociales pour une SARL), de 10 DA de valeur chacune, par exemple.

Adresse du siège social

Il est obligatoire de préciser l'adresse du siège social dans vos statuts et aussi lors de l'immatriculation de la société. L'entrepreneur doit être en mesure de justifier qu'il peut utiliser cette adresse pour son entreprise. Si le siège social est fixé au domicile du président ou du gérant, il suffira de compléter une attestation de domiciliation et de fournir la copie d'un justificatif de domicile.

Date de clôture des comptes

Pour finaliser la rédaction de statuts, vous devez préciser la date de clôture des comptes. La durée du premier exercice n'est née pas nécessairement de 12 mois et votre exercice comptable n'est pas forcément basé sur l'année civile. En règles générales, vous devez inscrire une phrase de ce type dans vos statuts : « La date de clôture des comptes annuels est fixée au 31 décembre »

L'enregistrement des statuts

Vous devez établir ou faire établir 4 exemplaires originaux de vos statuts. Ces 4 exemplaires doivent être datés et signés par les associés (présents au moment de la création) et sur chaque original des statuts. Vous avez un mois pour faire enregistrer les statuts que vous avez datés et signés. L'enregistrement de ces statuts se fait auprès du Centre de Formalités des Entreprises ou au Service des Impôts des Entreprises le plus proche de l'adresse du siège de votre société.

ARRIVÉE MASSIVE DE MIGRANTS À CEUTA "Rabat n'a aucune considération pour la vie humaine"

Le recours du Maroc à l'utilisation de la migration clandestine comme moyen de chantage dans les relations bilatérales avec l'Espagne et l'Union européenne (UE), montre que Rabat n'a aucune considération pour la vie humaine, a estimé le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdulah Arabi. Dans une interview accordée à la chaîne d'information "24 heures sur 24, Radio y Televisioon de Espana (RTVE)", le diplomate sahraoui a affirmé que cette manœuvre "ne surprend pas, car c'est ce qu'il (Maroc) fait et sait habituellement faire: chantage, manipulation et déformation". "Le recours à l'immigration clandestine par le Maroc, comme moyen de chantage dans les relations bilatérales avec l'Espagne et l'Union européenne, (...) montre ce dont le Maroc est capable", a-t-il expliqué, qualifiant de "regrettable" l'utilisation de vies humaines (mineurs), comme moyen de chantage. "Ce que nous avons vu ces derniers jours, et l'Europe en a été témoin, montre que le Maroc ne considère pas la vie humaine et est capable de recourir à toute atrocité pour tenter d'exercer des pressions afin de conditionner toute position favorable à la légalité internationale dans la mesure où le Sahara occidental est concerné", a-t-il souligné. Rappelant les mises en garde historiques de l'Etat sahraoui concernant les politiques expansionnistes du Maroc aux frontières légales des pays voisins, le délégué sahraoui a rappelé que le Front Polisario lutte depuis "45 ans contre l'occupation illégale de notre pays par le Maroc et nous souffrons de toutes sortes de violations des droits humains". "Nous voyons com-



ment les femmes sahraouies ont été torturées et attaquées de manière sauvage par le Maroc", a dénoncé Arabi, faisant référence à la situation grave que vivent les sœurs Khaya dans les zones occupées du Sahara occidental. "Le Maroc tente depuis décembre de faire pression sur l'Espagne et l'Europe en vue de suivre la démarche effectuée par l'ex-président américain Donald Trump qui a annoncé sa reconnaissance de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Et il (Maroc) n'a pas réussi", a conclu le délégué du Front Polisario en Espagne, Abdulah Arabi.

Le Maroc utilise des migrants comme "des pions"

Dans un récent rapport, l'ONG Amnesty international a dénoncé l'utilisation par le Maroc des migrants comme "des

pions" dans le cadre de l'échiquier politique "morbide" avec l'Espagne. L'ONG a affirmé que 8.000 personnes, dont 2.000 mineurs non accompagnés, sont arrivées à Ceuta, à la nage ou à pied, entre le 17 et le 18 mai, sur fond de crise diplomatique entre l'Espagne et le Maroc. Amnesty, dénonce "le fait que des personnes demandeuses d'asile ou migrantes soient utilisées comme des pions sur un échiquier politique morbide". L'ONG a rappelé qu'une publication sur Facebook du ministère marocain des droits de l'Homme indique que "l'ouverture des frontières vers Ceuta est intervenue en représailles" à l'accueil en Espagne du chef de l'Etat sahraoui, à titre humanitaire comme l'avaient affirmé les autorités espagnoles. Jeudi dernier, le gouvernement espagnol a accusé le Maroc d'"agression" et de "chantage" après l'arrivée de plus de 8.000 migrants, dont un grand nombre d'enfants, depuis lundi dans l'enclave espagnole de Ceuta. L'afflux de ces migrants en provenance du Maroc "est une agression à l'égard des frontières espagnoles mais aussi des frontières de l'Union européenne", a dénoncé Margarita Robles sur la radio publique, en dénonçant un "chantage" de Rabat qu'elle a accusé d'"utiliser des mineurs". "Nous ne parlons pas de jeunes de 16, 17 ans", le Maroc a laissé passer des "enfants de 7 ou 8 ans, d'après ce que nous ont rapporté les ONG (...) en faisant fi du droit international", a vilipendé la ministre. L'image d'un bébé sauvé de la noyade par un agent de la garde civile espagnole a notamment fait le tour du monde, suscitant l'effroi sur les réseaux sociaux.

Nucléaire iranien : La levée des sanctions, "une obligation légale et morale" selon Zarif

La levée des sanctions est une obligation légale et morale, et non pas un outil de la négociation a déclaré lundi, le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, évoquant les pourparlers en cours à Vienne entre l'Iran et les puissances mondiales. "La levée des sanctions de l'ère Trump est une obligation légale et morale, et non pas un outil de négociation. Cela n'a pas fonctionné pour Trump - ne fonctionnera pas pour vous", a indiqué M. Zarif, cité par l'agence de presse, IRNA.

"Libérez les milliards de dollars des fonds appartenant au peuple iranien retenus en otage à l'étranger en raison de l'intimidation américaine. L'héritage de Trump s'est épuisé. Laissez tomber les sanctions", a ajouté le chef de la diplomatie iranienne, s'adressant à son homologue américain Antony Blinken dans un tweet. Le gouvernement américain, sous l'ex-président Donald Trump, s'est retiré du pacte nucléaire, également connu sous le nom de Plan d'action global commun (JCPOA), en mai 2018 et a réimposé unilatéralement des sanctions à l'Iran.

En réponse, l'Iran a progressivement cessé à partir de mai 2019 de mettre en œuvre certains de ses engagements dans le cadre du JCPOA. L'actuel président américain Joe Biden a promis de revenir sur l'accord et d'assouplir les sanctions contre la République Islamique. La Commission mixte de l'accord a commencé à se réunir le 6 avril à Vienne, en Autriche, pour poursuivre leurs discussions sur un éventuel retour des Etats-Unis à l'accord et les moyens d'assurer la mise en œuvre complète et effective du JCPOA.

PALESTINE : Blinken en Monsieur bons offices au Proche-Orient

Le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken se rendra dans l'Etat d'Israël et en Cisjordanie mercredi et jeudi, dans le cadre d'un voyage au Proche-Orient destiné à la recherche d'une solution au conflit dans la bande de Ghaza, a-t-on appris d'une source informée de son agenda. La visite avait été annoncée jeudi dernier par le département d'Etat, mais aucun itinéraire détaillé n'avait été donné par les Etats-Unis, Israël et les responsables palestiniens. Antony Blinken se rendra également en Égypte et en Jordanie selon la source. L'Égypte a joué un rôle de médiateur dans la négociation d'une trêve entre Israël et le groupe armé palestinien du Hamas dans la bande de Ghaza, entrée en vigueur

depuis vendredi dernier. Des experts de l'ONU réclament une enquête de la CPI. Vendredi 21 mai, jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, le Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme (HCDH) a publié un communiqué signé par plusieurs de ses experts réclamant une enquête de la Cour pénale internationale (CPI). Les investigations porteraient sur les attaques commises sur les populations civiles, en particulier à Ghaza, et d'autres violations des droits humains. Les experts appellent d'abord les deux parties à respecter le cessez-le-feu, tandis que des affrontements entre des Palestiniens et la police sioniste étaient constatés dans la même journée

à Jérusalem. Ils déplorent ensuite les victimes du côté de Ghaza et d'Israël, avec un côté palestinien qui a subi de bien plus lourdes pertes en raison d'une «vaste asymétrie de pouvoir». Les experts du HCDH en appellent à la CPI car ils estiment que ces actes constituent des «crimes au regard du droit international», lesquels impliquent «une responsabilité individuelle et étatique». Au-delà du pénal, le HCDH réclame le rétablissement des approvisionnements en électricité, en carburant, en eau et en nourriture à Ghaza. Il souhaite que l'aide humanitaire puisse entrer sur ce territoire, et que des logements d'urgence soient offerts aux populations sans abri.

APLS Nouvelles offensives contre les forces d'occupation marocaines

Des unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS) ont mené samedi et dimanche de nouvelles attaques contre les retranchements de l'armée d'occupation marocaine, selon un communiqué du ministère sahraoui de la Défense. Selon le communiqué N 193, des détachements avancés de l'APLS ont bombardé, samedi, des retranchements de l'armée d'occupation à travers plusieurs sites, dont Mahbes au niveau du point Abirat Tenouchad, Akouira Oued Ablel, outre un bombardement intensif ayant ciblé les régions de Asloukia, Ould Azbir. Les attaques de l'armée sahraouie ont été menées, dimanche, contre des positions des forces marocaines dans la région de Fedret Laghrab (secteur de Haouza). L'APLS poursuit ses attaques contre les positions de l'armée marocaine pour le sixième mois consécutif, depuis l'agression marocaine contre des civils sahraouis désarmés à El Guergurat le 13 novembre dernier, en violation de l'accord de cessez-le-feu.

ANTONIO GUTERRES Le monde "en guerre" contre la Covid-19

Le monde est "en guerre" contre la Covid-19, a assuré hier le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres appelant la communauté internationale à aller au-delà de la solidarité et à entrer en "économie de guerre" pour stopper le virus. "La pandémie de Covid-19 a entraîné un tsunami de souffrances. Plus de 3,4 millions de vies ont été perdues. Quelque 500 millions d'emplois ont été détruits, des milliers de milliards de dollars ont été soustraits des bilans d'entreprises", a déclaré M. Guterres, à l'ouverture de la réunion annuelle des membres de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). "Les plus vulnérables sont ceux qui souffrent le plus, et je crains que ce soit loin d'être terminé", a-t-il ajouté. M. Guterres, a appelé le monde à répondre "de manière résolue et solidaire pour arrêter le virus", mais a souligné que cela n'était pas suffisant. "Nous sommes en guerre contre un virus. Nous avons besoin de la logique et de l'urgence d'une économie de guerre, pour renforcer la capacité de nos armes", a-t-il relevé. "Si nous n'agissons pas maintenant, nous nous retrouverons dans une situation dans laquelle les pays riches vaccineront la majorité de leur population et ouvriront leurs économies, tandis que le virus continuera à engendrer de profondes souffrances en circulant et en mutant dans les pays les plus pauvres", a-t-il averti, prévoyant "d'autres pics et poussées qui pourraient faire des centaines de milliers de victimes et ralentir la reprise économique mondiale". Le chef de l'ONU, a indiqué qu'il avait demandé vendredi au G20 de mettre en place un groupe de travail réunissant notamment tous les pays disposant de capacités de production de vaccins, l'OMS et les institutions financières internationales capables de traiter avec les entreprises pharmaceutiques et d'autres acteurs clés. Ce groupe de travail "devrait viser de doubler au moins la capacité de production en explorant toutes les options, des licences volontaires et transferts de technologie jusqu'à la mise en commun des brevets et l'utilisation des flexibilités en matière de droits de propriété intellectuelle", a-t-il expliqué. Le chef de l'ONU demande également que ce groupe spécial se penche aussi sur la question de la distribution équitable des vaccins au niveau mondial. "Je suis prêt à mobiliser l'ensemble du système des Nations unies pour soutenir cet effort", a-t-il dit.

NATATION

Des techniciens en quête du statut d'entraîneur national

Des entraîneurs de natation ont lancé un appel en direction du ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) et de la Fédération algérienne de la discipline (FAN), en vue d'une régularisation de leur situation liée à l'acquisition des diplômes leur permettant d'avancer dans leur carrière et d'obtenir la qualification d'entraîneur national.

Depuis la saison dernière, l'instance fédérale algérienne s'appuie, dans le cadre de la promotion des techniciens au statut d'entraîneur national, sur les critères énoncés dans le décret exécutif 06-297 relatif au statut d'entraîneur. Ce décret exige le diplôme d'éducateur sportif ou celui de 2e degré au minimum pour pouvoir prétendre au statut d'entraîneur national.

Cette situation a fait que des entraîneurs se sont retrouvés, automatiquement, dans l'impossibilité d'assurer leur mission au niveau des différentes sélections nationales, vu qu'ils ne sont pas titulaires des diplômes requis et exigés par le décret sus-mentionné.

Sollicité à ce sujet par l'APS, l'entraîneur du GS Pétroliers, Mohamed Galdem, a fait savoir qu'il s'emploie actuellement à régler sa situation administrative afin de pouvoir poursuivre sa mission, celle de diriger les athlètes qu'il a formés, aussi bien dans les compétitions nationales qu'internationales. "Je suis titulaire d'un diplôme d'éducateur sportif, obtenu après une formation de trois années à



l'institut des sciences et technologie du sport d'Aïn Bénian (Alger). C'est l'équivalent du +Premier degré+, a-t-il dit, ajoutant : "J'ai contacté la fédération au sujet de ma situation, d'autant plus que j'ai déjà été appelé en sélection nationale pour diriger des athlètes dans des compétitions continentales et régionales. J'ai même gagné des médailles et j'ignore pourquoi je n'ai pas reçu mes indemnités financières". "Maintenant, la Direction technique nationale (DTN) exige le diplôme de 2e degré au minimum pour pouvoir acquérir le statut d'entraîneur national. Par conséquent, je

me suis vu privé d'accompagner mes athlètes sous les couleurs nationales dans les rendez-vous internationaux", a-t-il poursuivi. La saison dernière, la DTN avait promu au grade d'entraîneur national, cinq techniciens dans la spécialité course de natation. Il s'agit de Salah-Eddine Chabaraka, Abdelkader Benaïssa, Ahmed Kacha, Mounir Benmansour et Abdelwahab Ouchene. Ces cinq techniciens sont venus s'ajouter à la précédente liste d'entraîneurs nationaux qui compte Ali Maansri, Mouloud Bouchendouka, Anouar Boutebina, Lyes Nefsi et Réda Yadi.

COUPE DE LA CAF, QUART DE FINALE RETOUR, JS KABYLIE – CS SFAXIEN (TUNISIE) 1-1 (CUMUL 2-1) LES CANARIS HAUT LA MAIN !

La JS Kabylie sauve l'honneur du football national en arrachant haut la main sa qualification pour les demi-finales de la Coupe de la CAF, devant les Tunisiens du CS Sfax (0-1 / 1-1). Des Canaris comme on les aime. Une belle qualification qui les remet sur orbite et sur la scène continentale. Denis Lavagne, l'entraîneur de la JSK, n'a pas hésité à aligner un effectif à vocation offensive pour éviter de tomber dans le piège de l'adversaire, et surtout éviter de subir le jeu. Dès l'entame de la partie, les camarades de Bensayah auteur du but, sur penalty, comme au match aller, se sont jetés en attaque, mettant la pression sur la défense sfaxienne et allant jusqu'à provoquer le gardien Gaaloul à

commettre l'irréparable avec un geste antisportif sur Benchaira ; ce qui lui a valu un carton jaune, à défaut d'une expulsion. L'arbitre marocain Redouane Jiyed n'a pas hésité à sanctionner le portier tunisien en désignant le point de penalty que Réda Bensayah transforma magistralement à la 39'. Avec ce but, la JSK a poursuivi sa domination se créant d'autres bonnes occasions, en vain. Les Tunisiens, qui opéraient par des contre-attaques, ont eu quelques tentatives dans la surface de Benbot, mais ce dernier a réussi à les repousser. Denis Lavagne comme l'entraîneur du CSS ont effectué des changements, chacun dans son effectif, avec l'entrée en jeu de Boualia et Nechat à la place de respectivement

Boulahia et Oukaci, alors que le CSS a apporté cinq changements dans l'espoir de revenir au score. Chose faite puisque à la 80', l'arbitre siffle un penalty en faveur du CSS transformé par Aymen Harzi, suite à une faute d'un défenseur des Canaris. Les dix dernières minutes de la rencontre ont été très longues pour les camarades de Souyad, notamment après le second but des Tunisiens refusé pour position de hors-jeu. Des minutes interminables durant lesquelles les Canaris ont subi le jeu des Tunisiens, heureusement sans conséquence, jusqu'au coup de sifflet final, suivi des chants des supporters présents dans les alentours du stade du 1er-Novembre.

ES SÉTIF

NABIL KOUKI S'ATTEND À D'AUTRES «FINALES»

Le leader de la Ligue 1 a tangué devant un ensemble de la Mekerra dont les seuls soucis financiers n'expliquent pas le naufrage, samedi à Sétif. Il faut remonter à loin pour trouver trace d'une victoire sétifienne d'une telle ampleur. Le dernier score lourd de l'Aigle noir a été réalisé en septembre 2012 face au CA Batna (6-0) pour le compte de la deuxième journée du Championnat de Ligue 1 2012-2013. Le soir du mardi 18 septembre 2012, les buteurs s'appelaient Aoudia (2), Tiouli, Oghi, Gourmi et Ziti. Samedi, sur la même pelouse du stade du 8-Mai-45 et un autre adversaire, l'ESS a battu le record grâce à Ammoura (2), Djahnit, Laouafi, Berbache, Ghacha, Kendouci et

Saidi. Au-delà de ce record, le club de Aïn Fouara a réussi à mettre fin à une mauvaise série matérialisée par une sortie en phase de poules de la CAF Cup et des huitièmes de finale de la Coupe de la Ligue contre le WA Tlemcen ainsi que deux nuls en Championnat respectivement contre l'USMA et le RCR. Des résultats qui étaient attendus au vu de la forte charge compétitive à laquelle les jeunes capés de Nabil Kouki étaient soumis depuis novembre dernier. Et l'affaire du match contre le RC Relizane qui a vu la Commission de discipline de la LFP déclarer la défaite des camarades de Barki Khairi (le match s'était terminé 2-2) allait constituer un «déclat» pour l'ensemble des composantes de l'Entente. Avant ce

rendez-vous contre les Vert et Rouge de l'USMBA, le mot d'ordre était la victoire, avec l'art et la manière si possible. Ce que l'équipe sétifienne a réalisé avec beaucoup de maestria face à un adversaire qui n'aura résisté que l'espace de 20 minutes avant de rendre les armes devant plus fort. Pour l'entraîneur des Bianconeri, Nabil Kouki, qui se dit heureux que son équipe ait remporté le match d'une manière si éclatante, «ce succès nous remet sur les rails. Nous reprenons goût aux victoires que nous avons un petit peu perdues à cause de la fatigue et la lassitude. Aujourd'hui, nous avons fourni une prestation meilleure comparativement au match contre Relizane où nous étions juste moyens.

Championnats d'Afrique de gymnastique Les Algériens à pied d'oeuvre au Caire



La sélection algérienne (messieurs/dames) de gymnastique a effectué deux séances d'entraînement en Egypte, pour apporter les derniers réglages à sa préparation, en prévision des Championnats d'Afrique "seniors", qui débutent ce lundi dans la capitale Le Caire, indique lundi la Fédération.

"La sélection nationale avait fait escale à Doha (Qatar), où elle a passé une nuit, avant de rallier Le Caire, où elle a déjà effectué deux séances d'entraînement" a indiqué l'instance fédérale, en précisant que "la première séance a été destinée à l'équipe de gymnastique artistique, alors que la seconde, programmée un peu plus tard dans l'après-midi, était destinée à la spécialité trampoline".

Sept gymnastes, dont trois dames (6 en gymnastique artistique et 1 en trampoline) représentent l'Algérie dans cette compétition, considérée comme la dernière étape qualificative aux Jeux Olympiques de Tokyo.

En effet, à l'issue du rendez-vous cairote, quatre gymnastes auront le privilège de décrocher un billet pour les prochains JO (2 messieurs et 2 dames) en gymnastique artistique, alors que deux billets seulement (1 par sexe) seront mis en jeu en trampoline. Une spécialité qui verra la participation de seulement quatre pays au rendez-vous du Caire, à savoir : l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et l'Angola, alors qu'en gymnastique artistique, et outre l'Algérie, l'Egypte et le Maroc, il y aura également l'Afrique du sud et le Nigeria.

Liste des gymnastes algériens : Gymnastique artistique : Temami Chama - Mokhtari Fatma Ahlam - Salem Lahna - Hellal Metidji - Mohamed Bourkik et Mohamed Aouicha.

Championnat régional d'ergomètre Plus 200 rameurs et rameuses attendus à Oran

Le championnat régional d'ergomètre (aviron en salle) aura lieu vendredi prochain à la salle omnisport "Akid Lotfi" d'Oran, avec la participation de plus de 200 athlètes des deux sexes d'une vingtaine de clubs de l'ouest du pays, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs.

La manifestation sportive, organisée par la Ligue oranaise d'aviron, en collaboration avec la FASAC et la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, est réservée aux catégories cadets, juniors et seniors (filles et garçons).

Cette compétition d'activité de plein air donnera aux rameurs l'occasion de se retrouver et de s'affronter avant le début de la saison d'aviron en mer. Elle est devenue un outil d'évaluation de la forme et de la condition physique, relève les organisateurs. Le programme de cette compétition prévoit des courses sur des distances entre 500 et 2.000 mètres et les relais 4 fois 500 mètres dans la catégorie des poids léger et lourd.

Les compétiteurs auront à leur disponibilité huit ergomètres.

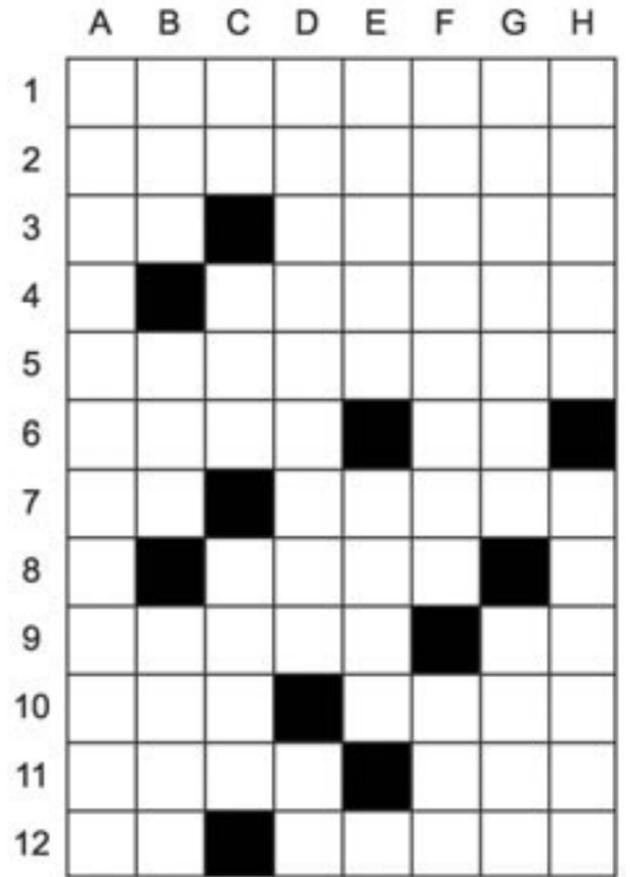
Ces appareils sont munis d'un écran qui affiche au rameur plusieurs informations comme son temps (chronomètre ou à rebours), sa distance parcourue ou restante, sa moyenne en temps, sa cadence en nombre de coups par minute, sa puissance développée en watts ainsi que les calories brûlées durant l'effort, expliquent les organisateurs.

Les spectateurs pourront suivre le déroulement des épreuves sur un grand écran où chacun des compétiteurs est représenté par son embarcation virtuelle.

Mots codés



Mots croisés



Mots mélangés

- ABBATIAL
- ACCROCHE ACTE
- AILE ATTIRAIL
- AUTOBUS BIPLACE
- BLAFARD
- BOUQUETIN BOURDE
- CANAPE CHANDELLE
- CHARGER CILLER
- DEVANTURE DORE
- EXCEDER GAULE
- GNOCCHI INSALUBRE
- INTEGRALE LETTRE
- MOUTON NUIT PAIE
- PISSENLIT POUR
- QUETSCHER RIGAUDON
- SOLDAT SOLENNEL
- TOURNANT



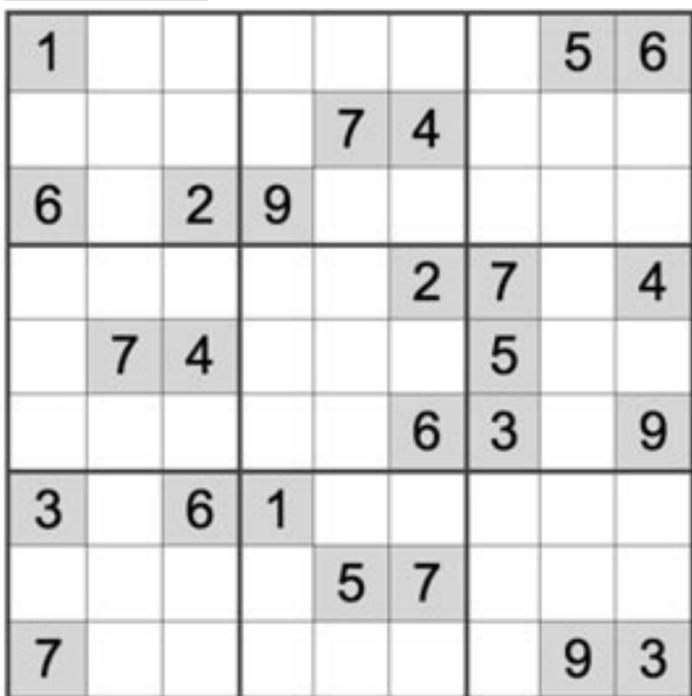
HORIZONTALEMENT :

1. Plumes du peintre. 2. La moitié d'un entier plus un tiers. 3. Coin de Charente. Faire un nid. 4. Boit à petits coups. 5. Objets de farces. 6. Prénom d'enfant. D'abord veau, puis étalon. 7. Ils suivent le cours. Ne pas marquer de but.

VERTICALEMENT :

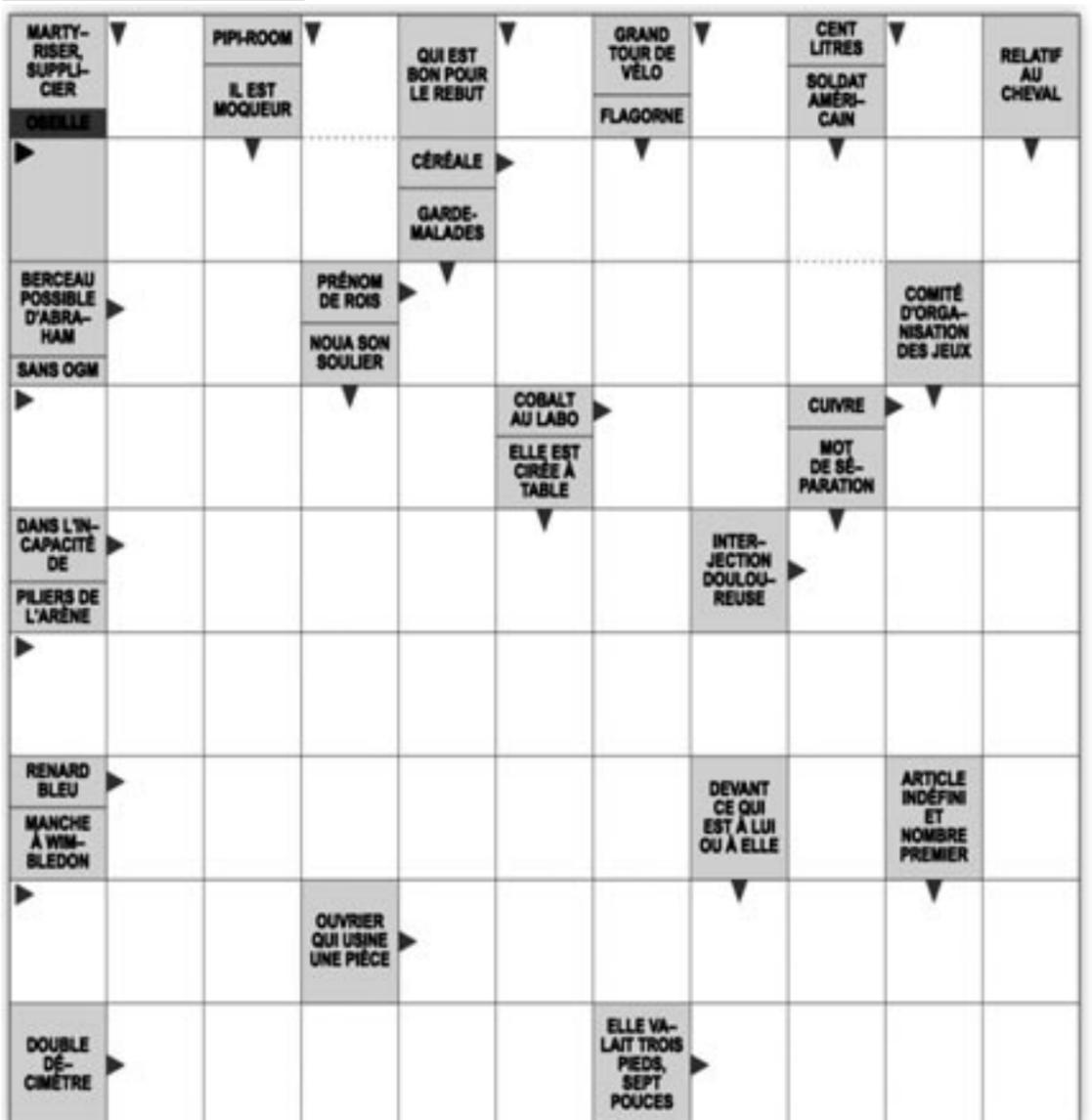
A. D'une manière irréprochable. B. Il nage dans un bocal. On y donne des spectacles. Elle nous veut du bien. C. Qui laisse tout voir. Des lettres pour la patronne. Dans les cordes du marin. D. Point dru. Une gorgée d'élixir... E. Passa par la filière. Compris dans l'effectif.

Sudoku



Solution sudoku

Mots fléchés



Pétrole

Le Brent en hausse à 67,67 dollars à Londres

Les prix du pétrole ont progressé lundi après avoir perdu aux alentours de 3% la semaine précédente, les investisseurs restant attentifs aux postes et aux avancées des négociations sur le nucléaire iranien. Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 67,67 dollars à Londres, en hausse de 1,83% par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril de WTI pour le même mois gagnait 1,78% à 64,68 dollars. "Le pétrole brut rebondit mais reste prudent face au flux iranien probable" d'un côté, a indiqué Avtar Sandhu, analyste. "Pour la semaine à venir, tous les regards seront tournés vers l'évolution des négociations nucléaires à Vienne", ont réchéri des analystes. Les Etats-Unis ont indiqué dimanche n'avoir pas encore vu de signes concrets d'une volonté de Téhéran de "faire le nécessaire" pour se conformer à l'accord international sur le nucléaire iranien et permettre ainsi la levée de certaines sanctions américaines. "La question à laquelle nous n'avons pas encore de réponse est de savoir si l'Iran, en fin de compte, est prêt à faire le nécessaire pour se conformer de nouveau à l'accord", a affirmé le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken sur la chaîne de télévision CNN. L'industrie pétrolière iranienne est soumise à embargo par les Etats-Unis, mais une amélioration des relations entre Washington et Téhéran pourrait conduire à l'abandon de ces sanctions et donc à l'arrivée sur le marché, qui peine à décaler ses stocks, d'un volume important d'or noir. Les investisseurs surveillent également la situation sanitaire, notamment en Inde qui subit une vague épidémique de Covid-19.



Le capitaine de l'Espagne Sergio Ramos n'a pas été retenu dans la liste définitive des 24 joueurs appelés à disputer l'Euro du 11 juin au 11 juillet, une énorme surprise. "J'ai décidé qu'il ne serait pas dans la liste parce qu'il n'a pas pu jouer cette saison, particulièrement depuis janvier", a déclaré le sélectionneur Luis Enrique qui pour justifier l'absence du défenseur du Real Madrid, 35 ans. "Cela a été une décision difficile à prendre, mais Ramos n'a pas joué et ne l'est presque pas entrainé depuis janvier", s'est justifié le sélectionneur Luis Enrique en conférence de presse, lundi à la mi-journée. "Je l'ai appelé hier (dimanche), ça a été dur, difficile. Je me sens mal, parce qu'il est très professionnel et il aide beaucoup la sélection. Et il pourra encore l'aider dans le futur. Mais je dois chercher le meilleur pour le groupe", a indiqué le sélectionneur. Ramos a été absent pour cause de blessure durant presque toute la fin de saison avec le Real Madrid: il n'a joué que cinq matchs avec son équipe en 2021. Il a été blessé à la cuisse droite, au mollet gauche, a contracté le Covid-19 et, de surcroît, il a été touché aux tibia-jambiers gauche. Aucun joueur du Real Madrid ne dispute l'Euro avec l'Espagne, un fait inédit pour la Roja. Le défenseur de Manchester City Aymeric Laporte, tout juste naturalisé espagnol, a également été convoqué. Appelé à trois reprises en équipe de France mais sans jamais disputer de match, Laporte a donc officiellement choisi l'Espagne.

Foot-Euro 2020

Sergio Ramos non retenu dans la sélection d'Espagne

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a déclaré, que la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, doit être encore accélérée, exhortant les acteurs maliens à constituer le consensus nécessaire autour des réformes essentielles pour assurer le succès des élections prévues en 2022. Dans son intervention à la réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) consacrée à la situation au Mali, Boukadoum a invité les acteurs maliens à "préserver les acquis obtenus jusqu'à présent et à construire le consensus nécessaire autour des réformes essentielles nécessaires pour assurer le succès des élections prévues l'année prochaine". "Tout aussi important, la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, qui a pris un nouvel élan récemment, doit être encore accélérée", a ajouté le chef de la diplomatie algérienne. La célébration ce mois-ci du 6ème anniversaire de l'Accord de paix et de réconciliation signé par les parties maliennes en 2015 à Bamako, offre "une nouvelle opportunité d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent pour relever les multiples défis auxquels le pays (le Mali) est confronté", a soutenu le ministre. Cette session ministérielle du CPS, présidée par l'Algérie, a pour objectif d'examiner les récents développements au Mali, passer en revue les conclusions du Groupe de soutien à la transition tenu à Lomé le 8 mars 2021 et exploiter les voies pour l'UA de soutenir les réformes électorales et constitutionnelles.

Accidents de la route

7 morts et 263 blessés ces dernières 24h

Sept (7) personnes ont trouvé la mort et 263 autres ont été blessés dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, indique lundi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Annaba avec deux (2) morts et quatre (4) blessés suite au renversement d'un véhicule léger sur la route de Seraldi, a précisé la même source.

Mali Boukadoum appelle à accélérer la mise en œuvre de l'accord d'Alger



Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, a déclaré, que la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, doit être encore accélérée, exhortant les acteurs maliens à constituer le consensus nécessaire autour des réformes essentielles pour assurer le succès des élections prévues en 2022. Dans son intervention à la réunion ministérielle du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (CPS) consacrée à la situation au Mali, Boukadoum a invité les acteurs maliens à

"préserver les acquis obtenus jusqu'à présent et à construire le consensus nécessaire autour des réformes essentielles nécessaires pour assurer le succès des élections prévues l'année prochaine".

"Tout aussi important, la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, qui a pris un nouvel élan récemment, doit être encore accélérée", a ajouté le chef de la diplomatie algérienne.

La célébration ce mois-ci du 6ème anniversaire de l'Accord de paix et de réconciliation signé par les parties

maliennes en 2015 à Bamako, offre "une nouvelle opportunité d'évaluer les progrès accomplis jusqu'à présent pour relever les multiples défis auxquels le pays (le Mali) est confronté", a soutenu le ministre.

Cette session ministérielle du CPS, présidée par l'Algérie, a pour objectif d'examiner les récents développements au Mali, passer en revue les conclusions du Groupe de soutien à la transition tenu à Lomé le 8 mars 2021 et exploiter les voies pour l'UA de soutenir les réformes électorales et constitutionnelles.

UE

60 millions de masques au personnel de la santé algérien

Le personnel de la Santé algérien bénéficiera d'une quantité de 60 millions de masques, dans le cadre de "la réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie", indique lundi un communiqué de la délégation de l'Union européenne (UE). Le projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" va fournir 60 millions de masques en trois (03) lots aux personnels du secteur, avant la fin de l'année en cours", précise la même source, notant que cette démarche vise à "appuyer les efforts des pouvoirs publics dans sa lutte contre la

pandémie". Une première livraison, d'une quantité de 6 millions de masques, a été réceptionnée, début mai, par le PNUD Algérie et livrée à la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH), chargée par le ministère de la Santé de sa distribution aux structures de santé publique à travers le territoire national", est-il ajouté. Le projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" est financé par l'UE et mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) Algérie, en partenariat avec le ministère de la

Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH). En sus des 6 millions de masques, le projet a réceptionné, à ce jour, 400 000 tests antigéniques, 100 000 kits d'extraction PCR, 20 000 tests PCR ainsi que deux (02) appareils de dépistage alors qu'il est également prévu la formation de 5 000 cadres et praticiens (médecins, infirmiers, techniciens) de la santé publique à l'utilisation des équipements et à la prise en charge des malades atteints de Covid-19.

Conseil des ministres arabes de la Santé

Benbouzid prend part aux travaux de la 55e session ordinaire

Le ministre de la Santé, Abdelmalek Benbouzid, a participé par visioconférence aux travaux de la 55e session ordinaire du Conseil des ministres arabes de la Santé consacrée à l'examen de nombre de questions, notamment les répercussions de la pandémie de Covid-19 sur le système de santé arabe, indique lundi un commu-

niqué du ministère.

Lors de cette réunion virtuelle, Benbouzid a exprimé "la pleine solidarité du gouvernement et du peuple algérien avec les Palestiniens", soulignant que l'Algérie apporte un "soutien matériel" à la Palestine, précise la même source.

Les participants à cette session, prési-

dée par la Tunisie, se sont penchés sur plusieurs questions, dont le projet de stratégie arabe d'accès aux vaccins anti-Covid, la conjugaison des efforts pour assurer la répartition équitable des vaccins entre les pays arabes, le projet de stratégie budgétaire au regard de la santé et le projet d'allocation commune du Conseil des

Transsaharienne Alger - Lagos

L'Algérie a consacré 300 milliards de DA au projet

L'Algérie a consacré une enveloppe de 300 milliards de dinars (2,6 milliards de dollars) du budget de l'Etat au projet de la route transsaharienne depuis le début de sa réalisation, a indiqué lundi le ministre des Travaux publics et des transports, Kamel Nasri.

Dans une allocution prononcée par visioconférence, lors de la réunion du Comité de liaison de la Route transsaharienne (CLRT) avec les ministres des pays membres et les représentants d'institutions internationales de financement, Nasri a fait état du parache-

vement du tronçon complet de l'axe principal de la Transsaharienne Alger-Lagos sur 2 400 Km. Il a souligné que "la stratégie continentale de ce tronçon a valu la dénomination d'autoroute nord-sud jusqu'à la frontière algérienne", précisant que les travaux de réalisation d'un tronçon de 850 Km de cette autoroute ont été lancés (507 Km parachevés et 71 Km en cours de réalisation), alors que la réalisation d'un tronçon de 260 Km est actuellement à l'étude.

Afin de permettre un accès direct aux principaux ports algériens et de ren-

forcer le commerce entre l'Afrique et l'Europe, la Transsaharienne a été reliée à la pétrolière autoroutière reliant le port de Djendjen (Tijel) à l'autoroute est-ouest sur 110 Km en cours de réalisation, a fait savoir le ministre.

Il a également évoqué la réalisation prévue du grand port de Centre à Chercheff (Tipaza) qui sera un point d'accès pour les échanges entre l'Afrique et l'Europe.

Pour rappel, le Comité de liaison de la Route transsaharienne compte parmi ses membres l'Algérie, la Tunisie, le Mali, le Niger, le Nigeria et le Tchad.